

les cahiers
de l'Historial
TOME 6

HISTORIAL

→ Reconstruction(s)

d'Anciens combattants
à Zone rouge

krieg
war
guerre

→ SERVICE ÉDUCATIF

→ **Reconstruction(s),
d'Anciens combattants
à Zone rouge**



PRÉFACE par Hervé François,
directeur de Musées à Péronne & Thiepval  5

AVANT-PROPOS par le Service éducatif 6

A Anciens combattants	7	L Législation	29
Architecture	8	M Monuments aux morts	30
Archives	9	N Nissen	31
B Brutalisation	10	O Orphelins	32
C Chirurgie	11	P Parrainage	33
Cimetières	12	Prisonniers	34
D Démobilisation	13	Q Quatorze juillet	35
Démographie	14	R Réfugiés	36
Der des ders	15	Rhénanie	37
E Émancipation	16	S SDN	38
Emprunt	17	Soldat inconnu	39
F Faucille	18	T Télégramme	40
Frontières	19	Trauma	41
G Grippe espagnole	20	U Urbanisme	42
Guides	21	V Versailles	43
H Historial	22	Veuves	44
I Immigration	24	W Weimar	45
Industrie	24	X Xénophobie	46
Intime	25	Y Yves Gibeau	47
J Jardins	27	Z Zone rouge	48
K Kaiser	28		

Sitographie, Bibliographie, Filmographie 49

Remerciements 50



Num estias si int alignie nissimil et aut fugitate modioratia velitiis expersp ersped modit hil mossi blam im quamus nam volum este digenis il maximil ius endeles tibus, officti te provid quatem etur aut alisciist, consero vidipsa ectureperiae moloreh enimus, utatur, sim vollorestin nestestota el id entiusc itation sequibu santius sin ped mil imenecus aut aut eos vid quo et ut dolentiunt quis volum, sitatquiam vendi volut andaepel ipsusam numque enem etur mo dita volupta tiusamus maionetur asimpora coribus endaniet vellorporum, si re, omnimod maioreh endignis dolore, volut elesquis num qui opta into cus ipid quas corro estem fugitatus.

At odi dolla ipsapietur molor moditiis porerfero blabo. Ga. Ratur?

Am harundae dolestorum verist rem utetur, veressediat dolessunt et occatio reiusdant.

Dolenimint. Vel iur aperibus.

Bis con et, ut as et omnimpe rferferciati beruptat prae. Nam faccum eate parumquis dolupta sam rem res doluptae modisci debitatem. Iminci coris voluptatiam solene volenih iliqui rendipsam ut fuga. Icius.

Amus dolorep tissum evelic testia culparc ieturibus.

Sim volo estiust, inctur autas is exeria net omnimus accum, autem quam, omnis sus consecu stisquatio eum si doloraepero te et liquidi gnature nonectem rem ea verfero volorum volorest, nat quosam laccus secerfera sam vid mi, elibus, ium es dolesequia vero quam que vid mos escit di dempossitiae por aut faceaquia desti rernate mquassim id mod magnihit officia iuntiorehent re none volorate perunt que et quia vera velestiatis dunt laces et quam nisimpo reicium nimusam qui quam, volo con et et a ilique nihit vid quo dolupta quatem re, sinvele secusdae alignie ntisima acea volupture et aruntia aut et excerum evenihit eost remqui bea eaquat dolor samusciati dolut as duciant as eiciisti-bere quam que licabor estrupt aquaeperrum derionsequas magnihic to erorestotae molorro viducien-da vel et, intis a cum eicia porem quam essitibuscia dessequos sae et, nus adis enditiumqui blabor sima quundeles invero odicias aut liquatiatur? Id eatatur? Ma con plitates sam corepe corum, que porendi osament quia vit quantias ist elis cus, optae eum voles eum sim sitio totatenducia quo ipsa dolesequate cum reptat lautae paritio. Soloriorrum re, quas am que es id earciensis esequa voluptusae mi, tempore, quibus quas simusci tessit omnihilitis dolorrunda doluptur, intotati voluptatibus deserf ernessi volum ipicat fuga. Nequam rest quodisquam sam, vero estotaquae dolessi venducia vendi commoll eatur, con eum volorest, solor maximi, quasi corernatures re consequis et quas ex eos nit eum doles sequi comnihici temquia vollab illa que nobisim sendem ad quis aut ab ius maiosa voluptibusam qui que volesequid exearumet parum di iur, cus ullandeliqui dolo consere moditia sperum harum res minvendi nimilibus ped esequas imporepudit, aut velectem fugit dolorum rest aliquas unt es autam, idem ipsandam, quae volo con et ipis eos a vende restibus, quo omnit fugitat iasitaquae vel exerupti is nis et vernaturio od molor adisci ipsunt harum earum est facepudi ommolore conet qui doluptatur, qui ipsam, idipitati unt latem rernament ea simint.

Hervé FRANÇOIS

Directeur de l'Historial, Musées à Péronne & Thiepval

avant-propos

Avec la fin du centenaire de la Première Guerre mondiale, aborder dans le sixième cahier de l'Historial la Reconstruction était une évidence. Mais comment traiter un thème mal connu et en même temps qui touche de nombreux aspects et domaines de la vie quotidienne des sociétés d'après-guerre ?

Une grande diversité de questions peut en effet être étudiée. Nous avons pris le parti de faire des choix, très certainement discutables, pour proposer un aperçu de ce qu'est la reconstruction, ou plutôt les reconstructions. C'est ainsi que l'idée d'un abécédaire, d'une utilisation pratique, nous a apparue judicieuse.

Vous trouverez à chaque page un mot et des documents qui vous permettront d'introduire le sujet sous différentes formes et de pouvoir éventuellement le partager avec vos élèves.

LE SERVICE ÉDUCATIF



Albert Leroux, Saint-Quentin, route de Chauny, mars 1919

La scène que nous présente Albert Leroux illustre différents aspects de l'après-guerre dans les territoires proches de l'ancienne ligne de front : villes en ruines, paysages dévastés, munitions abandonnées le long d'une voie ferrée de 0,60 m à usage militaire... A gauche du tableau, un soldat français accompagne un groupe de prisonniers allemands employés aux travaux de reconstruction.



Anciens combattants

→ La guerre finie, les nations belligérantes démobilisent et rendent donc à la vie civile des millions de soldats¹. En France, cela représente six millions et demi d'hommes, fiers d'avoir réussi à tenir dans l'épreuve et satisfaits du devoir accompli.

Les anciens combattants espèrent retrouver leur vie d'avant-guerre et être reconnus pour leur sacrifice. Un tissu associatif se développe très vite dans toute l'Europe pour défendre leurs idées et leurs revendications.

« Ils ont des droits sur nous » (Clemenceau, 1917).

→ Des associations avaient été fondées pendant le conflit pour les mutilés de guerre. Elles continuent à jouer un rôle déterminant dans l'Après-guerre. Les anciens soldats retrouvent ainsi la solidarité des tranchées en défendant des valeurs patriotiques et en développant un pacifisme de plus en plus fort. 14-18 doit être pour eux la « Der des Der »².

Elles sont aussi l'expression d'une protestation de citoyens qui demandent justice. 1919 voit éclater une forte crise sociale, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou encore en Italie. La révolution russe³ a suscité aussi un immense espoir. Partout des grèves éclatent avec parfois un caractère révolutionnaire (grève des métallos parisiens en juin 1919).

Les anciens combattants pourraient venir grossir les rangs des « rouges », car leur mécontentement est important. Le gouvernement leur octroie quelques garanties financières comme une prime de démobilisation majorée si on est allé au front.

→ Mais la solution la plus efficace consiste à encadrer les démobilisés par les associations.

L'Union nationale des combattants (UNC) est créée le 11 novembre 1918. Elle est plutôt conservatrice. Le père Blottière, aumônier des soldats, demande aux Poilus de rester « unis comme au front ».

L'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), fondée par Henri Barbusse, prend plutôt partie pour l'extrême gauche. Sur un plan politique, les associations d'anciens combattants pèsent. L'Union fédérale des mutilés (UFM) et l'UNC réunissent plus de la moitié des effectifs. Elles sont puissantes et comptent encore trois millions d'adhérents dans les années 1930.

→ La volonté d'un changement politique se réalise. En 1919, on assiste à un renouvellement à l'Assemblée nationale. Dans un certain nombre de circonscriptions, de jeunes anciens combattants sont élus. La Chambre ainsi constituée fut surnommée « Chambre bleu horizon » (la couleur des uniformes français, et celle de la droite).



En Allemagne et en Italie, les associations d'anciens combattants sont très vite récupérées par l'extrême droite.

→ Mais celles-ci n'ont pas toutes un but politique. Elles veulent aussi développer le souvenir pour les futures générations. Elles sont en première ligne pour les commémorations. Au Royaume-Uni, la Royal British Legion est l'initiatrice de la fabrication des poppies⁴ pour honorer les soldats britanniques. Comme l'ensemble des associations, le Souvenir français (créé en 1887), oeuvre toujours à l'heure actuelle pour la mémoire des combattants.

1. Voir article « Démobilisation » p. 13
2. Voir article « Der des Der » p. 15
3. Voir article « Faucille » p. 18
4. Coquelicots en papier.

Architecture

→ Le paysage architectural d'après-guerre en Picardie est remarquable et incontournable. La région ayant été dévastée par les Première et Deuxième Guerres mondiales, la tâche démesurée de reconstruction a touché toutes les formes de structure bâtie : agricole, civique, domestique et religieuse. Des villes et villages entiers furent reconstruits, créant un environnement architectural exceptionnel pour le XXe siècle.

→ Le progrès s'exprime par de nouveaux matériaux et procédés de fabrication. Il existe, d'une part, une production industrialisée de matériaux comme la brique ou la tuile, d'éléments de quincaillerie, de menuiserie, de vitrerie et, d'autre part, l'utilisation de matières nouvelles comme le fer ou l'acier, le ciment, le béton... Leur mise en œuvre est plus rapide et les performances sont plus adaptées à la situation d'urgence de l'après-guerre.

→ La reconstruction architecturale d'après-guerre reflète la nécessité de récupération et de remplacement associée aux possibilités d'une modernisation. L'aspect le plus intéressant de ce processus est le développement de formes architecturales uniques et hybrides. Le terme « modernisme vernaculaire » serait peut-être la meilleure façon de décrire l'intégration d'une palette de styles et de matériaux. L'Art déco¹, le modernisme, le fonctionnalisme, le constructivisme et les formes indus-

trielles peuvent se retrouver entremêlés à l'architecture existante.

→ Saint-Quentin, dans l'Aisne, est un exemple de ville où s'est développé le style Art-déco.

1. Le style Art-déco s'éloigne des formes académiques pour des formes qui s'épurent vers une géométrie abstraite



PISTE PÉDAGOGIQUE

- **Comparer deux manières pour reconstruire** > Saint-Quentin (plans neufs, développement du style Art déco) et Péronne (reconstruction à l'identique).
- **Réaliser une architecture dans un espace défini** en prenant en compte l'environnement (prendre en compte les formes, les matériaux, les couleurs).

Lien vers dossier pédagogique Architecture
<https://www.historial.fr/>

> Services et ressources > Service éducatif > Téléchargements et outils pédagogiques > Ressources pédagogiques pour la classe > Parcours éducatifs et pluridisciplinaires

Archives

→ Les archives, définies dans le Code du Patrimoine comme « l'ensemble des documents, y compris les données, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité », sont essentielles à toute étude de la Grande Guerre.

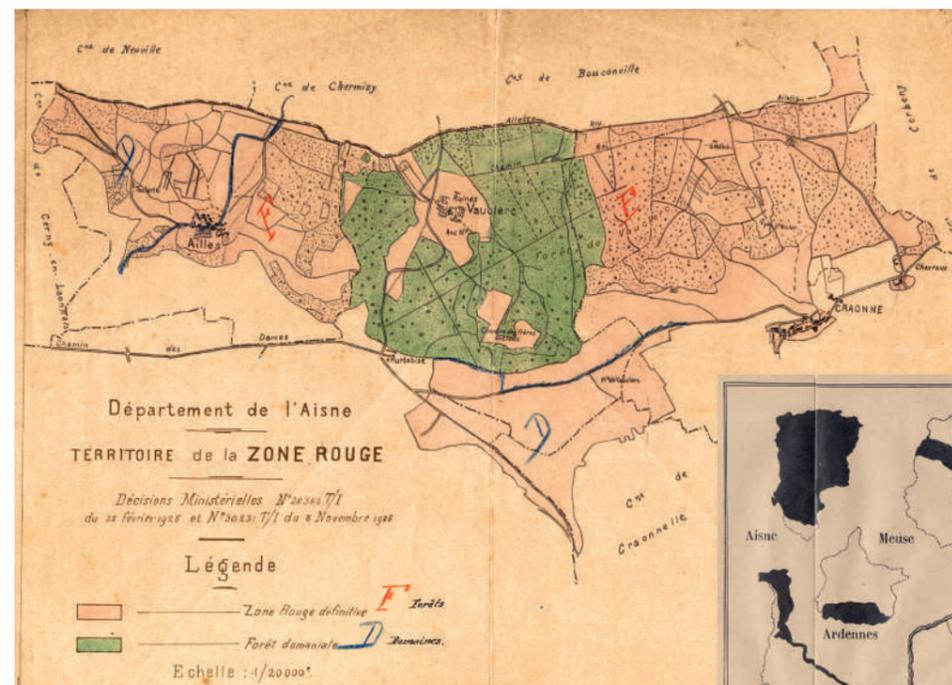
→ Aux Archives de l'Aisne, département le plus touché en superficie par ce conflit, les dossiers de dommages de guerre (sous-série 15R) constituent de loin la source la plus abondante (malgré un tri très sélectif opéré en 1959) et peut-être la plus méconnue. Ce fond qui concerne l'ensemble du département, conserve les dossiers des collectivités (organismes publics et privés, entreprises, commerces) et d'une partie des particuliers. Chaque dossier comporte une grande variété de documents écrits mais aussi parfois des plans ou des photographies. Il offre des possibilités d'études extrêmement riches et variées sur la société d'avant-guerre, l'impact du conflit sur celle-ci, ainsi que sur le long et délicat travail de reconstruction matérielle. La série R contient d'autres sources précieuses comme les registres de recensement

militaire (registres matricules) offrant de nombreux renseignements sur les soldats recensés dans l'Aisne (informations familiales et physiques, niveau d'instruction, parcours militaire), les cartes d'anciens combattants ou encore les archives des coopératives de reconstruction.

→ D'autres séries peuvent se révéler particulièrement intéressantes : les archives communales déposées (série E-dépôt), le fond iconographique (séries Fi) considérablement enrichi au cours des deux dernières décennies, la série J constituée d'archives privées données ou cédées est une mine de documents hétéroclites et parfois inattendus (carnets de guerre, photographies aériennes des zones de combat, fonds du musée de la coopération franco-américaine, témoignages audio, films, etc.), la série M (archives de la reconstitution foncière, distinctions honorifiques), la série O (administration et comptabilité communales) ou encore la série U (sources judiciaires).

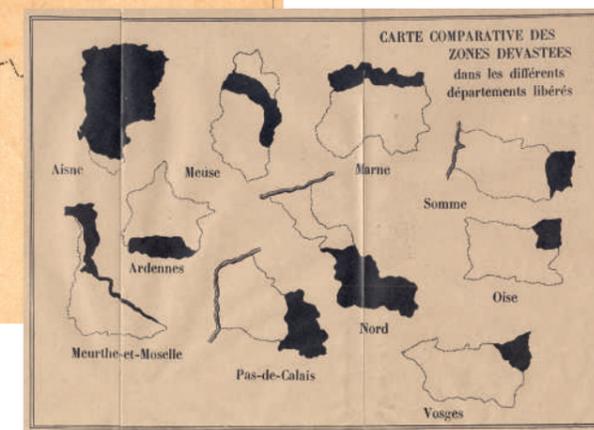
→ Il convient enfin de mentionner la presse de l'époque (française et allemande) et de nombreux ouvrages, articles, travaux universitaires d'histoire locale.

JEAN-LOUIS BAUDOT, PROFESSEUR-RELAIS AU SERVICE ÉDUCATIF DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'AINSE



Carte de la zone rouge autour de Craonne, chemin des Dames

Carte des régions dévastées dans les départements libérés : en noir apparaissent les zones les plus touchées





Brutalisation

→ La brutalisation est un concept historiographique majeur. Il a été théorisé par George L. Mosse, un historien américano-allemand dans son ouvrage *Fallen soldiers: reshaping the memory of the world wars*¹. Il utilise le terme au sens anglo-saxon de rendre brutal. On pourrait même traduire la notion par le terme d'ensauvagement.

Les combats de 14-18 sont violents. La masse des victimes est très importante. Les offensives durent (Verdun, la Somme...) et les conditions de vie dans les tranchées sont terribles. Tout cela entraîne des troubles psychologiques durables pour les combattants. La mort est partout dans ces paysages de la ligne de front. Il est vrai que le témoignage des combattants présente le champ de bataille comme une véritable « boucherie » complètement déshumanisée².

«A vrai dire, la baïonnette a perdu de son importance. Il est maintenant de mode chez certains d'aller à l'assaut simplement avec des grenades et une pelle. La pelle bien aiguisée est une arme plus commode et beaucoup plus utile; non seulement on peut la planter sous le menton de l'adversaire, mais, surtout, on peut assener avec elle des coups très violents; spécialement si l'on frappe obliquement entre les épaules et le cou, on peut facilement trancher jusqu'à la poitrine. Souvent la baïonnette reste enfoncée dans la blessure; il faut d'abord peser fortement contre le ventre de l'ennemi pour la dégager et pendant ce temps on peut facilement soi-même recevoir un mauvais coup.»

ERICH MARIA REMARQUE, A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU

→ La thèse de George Mosse s'attache à montrer les effets de la guerre sur les sociétés européennes de l'entre-deux-guerres. Selon lui, la Première Guerre mondiale devient le terreau des totalitarismes des années 30.

Les combats et la mort omniprésents entraînent la banalisation et l'intériorisation de la violence permettant d'accepter tous ses aspects.

Cela permet d'apporter un éclaircissement sur les motivations de la radicalisation du champ politique européen. George Mosse décrit le transfert de l'expérience de guerre dans le champ politique, notamment dans l'Allemagne de Weimar, ainsi que son rôle dans l'avènement du nazisme.

Certains historiens nuancent et font des interprétations différentes, voire contraires.

Reste que tous s'accordent à dire que la Grande Guerre a permis à une génération entière de connaître et d'accepter la mort de masse, élément fondateur de la brutalisation dans les années post-conflit.



Pelle réglementaire allemande



Massue de tranchée réglementaire, Grande-Bretagne

1. George Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the world wars*. 1990, by Oxford University Press, Oxford. Le titre a été traduit en Français : *De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, 1999, Hachette Littératures.

2. Les écrivains combattants comme Dorgelès, Barbusse, Cendrars, Genevoix décrivent l'horreur des combats et la cohabitation entre les cadavres et les vivants au fond de la tranchée. Otto Dix représente ce champ de bataille rempli de morts dans ses eaux-fortes et notamment dans *Le soir sur la plaine de Wijtschaete* (novembre 1917), *Der Krieg*, 1924.

→ Voir articles « Weimar » p.45 ; « Kaiser » p.28 ; « Trauma » p.41



Chirurgie

→ Le terme « gueules cassées », choisie par le colonel Picot, cofondateur de l'association du même nom, désigne les survivants de la guerre de 14-18 ayant subi des blessures au combat et affectés par des séquelles physiques graves au niveau de la face.

→ Ces derniers sont les témoins de la violence et de la brutalité de la guerre. Beaucoup ont eu des difficultés à se réinsérer dans la vie civile à la fin des hostilités.

→ Amputer ? Réparer ? Conserver ? Telles sont les interrogations soulevées dans le cas des blessures infligées aux membres et aux visages.



Anna Coleman Ladd dans son atelier

→ Les mutilés sont aussi les bénéficiaires des immenses progrès de la médecine durant la Première Guerre mondiale. La chirurgie esthétique reconstructrice permet de réparer des blessures inédites. Il arrive malheureusement que ces opérations ne suffisent pas à rendre un visage au patient. C'est alors qu'intervient l'artiste.

« Mon travail commence là où le travail du chirurgien s'achève. Lorsque le chirurgien a fait tout ce qui était en son pouvoir [...], je mets à contribution tout le savoir que j'ai la chance de posséder en tant que sculpteur pour tenter de redonner autant que possible à un visage humain l'aspect antérieur à sa blessure... » FRANCIS DERWENT WOOD (SCULPTEUR BRITANNIQUE)



Moulages de visages réalisés par Anna Coleman Ladd

→ Les mutilés ont pu être mieux insérés dans une société d'après-guerre qui voit en eux des héros, mais aussi de pauvres victimes.

→ Anna Coleman Watts Ladd est une sculptrice américaine, responsable de l'atelier de fabrication de masques de la Croix-Rouge à Paris pendant la Première Guerre mondiale. Elle a œuvré à rendre un visage à plus de deux cents défigurés. Sur la photographie ci-contre, on la voit apporter les dernières touches à la prothèse faciale du soldat Caudron.

→ La Loterie nationale (la Française des Jeux en sera l'héritière) a été créée en 1933. Les associations d'anciens combattants en étaient la cheville ouvrière. L'Union des blessés de la face et de la tête appelée « Les Gueules cassées » se chargeait de distribuer les billets de loterie. Les bénéfices dégagés permettaient de venir en aide aux victimes de la Grande Guerre et, plus tard, aux blessés d'Indochine, d'Algérie ou plus récemment d'Afghanistan.

Vidéo montrant Anna Coleman Ladd au travail dans son atelier
(en flashant le QR Code ou sur <https://drive.google.com/file/d/1kLwidWPSKEzXR4AkQPyAXzPp8iQygYbq/view>)



Cimetières

→ Toutes nationalités confondues, plus de dix millions de combattants perdent la vie au cours de la guerre (dont près d'un million et demi de Français). En 1914, la règle est l'inhumation en fosse commune. De nombreux corps sont cependant abandonnés ou perdus sur les champs de bataille. Plongés dans le deuil, les familles expriment le besoin de connaître la localisation des tombes de leurs disparus. L'armée tente dès lors de relever, d'identifier et de donner une sépulture individuelle aux défunts et lorsque la guerre s'enlise dans les tranchées, des cimetières provisoires sont ouverts à l'arrière du front.



Cimetière allemand de Maison Blanche, Neuville-Saint-Vaast, Pas-de-Calais



Railway Hollow Cemetery, Hébuterne, Pas-de-Calais

→ Symboles d'une génération sacrifiée, cimetières et nécropoles attirent aujourd'hui en grand nombre les touristes et les descendants venus rendre hommage à leurs aïeux. Véritables lieux de pèlerinage, ils sont aujourd'hui préservés et entretenus par des institutions nationales dédiées : Commonwealth War Graves Commission (Grande-Bretagne), Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (France), American Battle Monuments Commission (Etats-Unis), Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge (Allemagne).

«La guerre est comme un immense cimetière où d'innombrables fossoyeurs tous habillés de même tuent et enterrent machinalement tous les jours.»

FERNAND LÉGER, CORRESPONDANCE DE GUERRE

Nécropole nationale de Rancourt, Somme



Cimetière de Villers-aux-Bois, 1915

→ Après-guerre, chaque pays s'affaire à rendre hommage à chacun des soldats tués et à leur offrir des sépultures décentes et pérennes. Des grands cimetières de regroupement accueillent les morts français, allemands ou américains. Les Britanniques sont enterrés, selon la tradition, au plus près de l'endroit où ils sont tombés; cela explique le grand nombre et la taille parfois modeste de leurs cimetières.



Démobilisation

→ Si l'Armistice marque la fin des combats, elle ne marque pas un retour immédiat au foyer. L'historien Bruno Cabanes étudie les démobilisations comme un temps à part où se joue l'avenir des combattants dans une société qui a évolué en leur absence.

→ Cinq millions de Français et six millions d'Allemands sont sous les drapeaux. Les démobilisations suivent un rythme différent selon les impératifs des Etats : les Etats-Unis démobilisent par unité, les Anglais selon leurs besoins économiques. Français et Anglais optent pour un système à l'ancienneté, ce qui désorganise les régiments. En Allemagne, le chaos politique et militaire règne et une fois le Rhin franchi, les soldats revendent matériels et chevaux et s'auto démobilisent.

→ L'attente est à la fois longue et immense pour les soldats. Ainsi le brancardier Laurent Pensa¹ qui appartient à la classe 1913 enchaîne deux ans de service militaire et cinq ans de guerre avant d'être démobilisé en septembre 1919.

→ La démobilisation nécessite une organisation et une logistique : le long parcours du non-combattant passe par le recensement, le carnet de pécule quand ces pièces administratives existent encore, des déplacements vers des centres de regroupement afin de récupérer le matériel, de payer soldes et frais de route. Dans leurs abondantes correspondances, les soldats manifestent leur impatience, leur ras-le-bol mais aussi leur angoisse face à l'accueil qui va leur être réservé.

→ Cette reconnaissance de la société civile est souvent perçue comme insuffisante. Beaucoup estiment avoir des droits que les médailles et les rentes ne pourront jamais récompenser. La situation diffère pour les unités stationnées en Alsace ou ayant participé aux fêtes de la Victoire². En Allemagne, des cérémonies fêtent le retour des troupes en ignorant la défaite. A Berlin, le nouveau chancelier Ebert salue ainsi le 11 décembre 1918 « ceux qui rentrent invaincus des champs de bataille ».



Affiche du sous-secrétariat à la démobilisation, Jean-Louis Forain : Nos soldats libérés ne demandent qu'à travailler, employez-les !

Mais la reconnaissance passe aussi par la réintégration dans le monde du travail et le cercle familial. En France, la loi du 22 novembre 1918 oblige l'employeur à réembaucher le soldat s'il en fait la demande par lettre recommandée dans les 15 jours suivant son retour. Dans l'euphorie, certains laissent passer ce délai. D'autres, mutilés ou traumatisés³, ne sont plus en état de reprendre leur ancienne activité professionnelle. Enfin, certains patrons refusent de licencier les remplaçants. Cette place, le soldat doit aussi trouver la force de la reconquérir chez lui, dans l'intimité du couple⁴.

1 <https://crdp.ac-amiens.fr/pensa/>

2 Voir article «Quatorze juillet» p.35

3. Voir article «Trauma» p.41

4 Voir article «Intime» p.25

→ Voir article «Anciens-Combattants» p.7

Briquet offert par le maire de Ramsgate au soldat W. Rete du 2nd Suffloks à son retour en Grande-Bretagne le 29 janvier 1919 après sa captivité en Allemagne en reconnaissance des souffrances endurées



Démographie

GRANDE GUERRE

ENVIRON 10 MILLIONS DE MORTS

GRIPPE ESPAGNOLE

ENTRE 30 ET 50 MILLIONS DE MORTS

→ L'Europe enregistre une saignée démographique sans précédent au début de XX^e siècle. Le problème est d'autant plus préoccupant que c'est la jeune génération qui est principalement touchée. Face à un déficit de naissances estimé à un peu plus d'un million entre 1914 et 1918 et à une population vieillissante, la France passe de 41,6 millions d'habitants en 1913 à 38,6 millions en 1919.

→ Sur la carte de France, les départements marqués en noir sont ceux où la mortalité est supérieure à la natalité : « Plus de cercueils que de berceaux ! »

→ Devant le manque de bras, la France fait appel à la main d'œuvre étrangère et un million d'immigrants arrivent entre 1921 et 1931. La natalité devient une priorité nationale. C'est un retour aux préoccupa-

tions d'avant-guerre lorsque la France, inquiète de la supériorité démographique allemande, incitait à faire des enfants. Fortement mobilisées durant le conflit, les femmes sont encouragées à procréer, et ainsi à faire preuve d'une tout autre manière de leur *patriotisme*. Malgré une augmentation des unions, nombre de jeunes femmes restent célibataires et plus de la moitié des veuves ne se remarie pas. Devant l'essoufflement de l'élan démographique, l'État durcit sa politique et la loi du 31 juillet 1920 réprime sévèrement « la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ». Néanmoins, dès 1922, la fécondité chute et la France de 1939 a la population la plus vieille du monde. Ce n'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que le taux de natalité repart à la hausse.

« J'ai lu dans le journal que l'académicien Henri de Reignier voudrait prendre l'initiative d'une lutte contre le célibat après la guerre en imposant les célibataires, à partir d'un âge que l'on fixerait. Je ne crois point que sera là la réussite, la solution du fameux problème social de la repopulation [...] »

HONORÉ COUDRAY, MÉMOIRES D'UN TROUPIER



Affiche de la Ligue pour le relèvement de la natalité française et la défense des familles nombreuses, « Il ne suffit pas de crier Vive la France! il faut la faire vivre », 1920

Der des ders

→ Dès la déclaration de guerre, la propagande s'efforce de faire endosser à l'Allemagne l'entière responsabilité du conflit. C'est la guerre du bien contre le mal, du droit contre la tyrannie, ou comme le dit le philosophe Henri Bergson le 8 août 1914 « de la civilisation contre la barbarie ». Une barbarie que la propagande cristallise autour du sort réservé par l'ennemi aux populations des territoires envahis, et plus spécialement aux enfants. La guerre devient une croisade où les soldats combattent pour protéger les leurs et pour voir leurs enfants grandir dans un monde pacifié. C'est une guerre pour tuer la guerre.

« [Les soldats] protestent et ils grognent, mais ils marchent toujours et marcheront tant qu'il faudra. Ils sentent parfaitement qu'ils se battent pour que leurs enfants ne se battent plus » écrit un officier.

JEAN-PIERRE GUÉNO ET YVES LAPLUME,
PAROLES DE POILUS, LETTRES ET CARNETS DU FRONT



Affiche « Pour la France qui combat! Pour celle qui chaque jour grandit », Auguste Leroux, 1917.



Tract paru dans *Le Barrage*, journal de la Ligue internationale des combattants de la paix, années 1930.

→ Cette aspiration pacifiste est entretenue après-guerre par les puissantes associations d'anciens combattants qui représentent alors 16% de la population française. Elle est également soutenue par des écrivains et artistes mobilisés durant le conflit qui dénoncent à travers leurs œuvres ou leur engagement politique les horreurs de la guerre et militent pour la paix : Henri Barbusse, Jean Giono, Georges Duhamel en France; Erich Maria Remarque, Ludwig Renn, Otto Dix en Allemagne; Siegfried Sassoon, Vera Brittain en Grande-Bretagne, Emilio Lussu en Italie...

« Eblouissante, la Paix surgit du plus vaste, du plus profond cataclysme qui ait secoué l'humanité. La plus sanglante tragédie qu'aient jouée les hommes ennemis des hommes se dénoue soudain en cette apothéose inouïe. Cette guerre a tué la guerre! Elle libère du même coup, et les peuples qui deviennent nations, et le peuple de toutes les nations. L'âge du canon est révolu. Aujourd'hui s'ouvre l'âge de la vie sacrée, l'âge social du génie humain, l'âge de la conscience de l'univers. La guerre est morte et c'est nous qui l'avons tuée. Fêtons en nous la plus belle fête de l'humanité! » LE PROGRÈS DE LYON, 12 NOVEMBRE 1918



Émancipation

→ La guerre fut une épreuve tout autant pour les femmes que pour les hommes. Elles se mobilisent en masse dès les premiers jours à l'initiative de René Viviani, président du Conseil, et participent activement à l'effort de guerre. En plus de tenir le foyer et de s'occuper des enfants, elles tiennent un rôle majeur tout au long du conflit. En prouvant qu'elles sont aptes à suppléer les hommes dans des secteurs d'activité dont elles étaient jusqu'alors exclues, elles s'affirment davantage dans la société et aspirent à franchir une étape décisive pour leur émancipation.

→ Le bilan est nuancé. Dès le 13 novembre 1918, une circulaire du ministère de l'Armement, qui de-



Affiche «L'emprunt de la paix», Henri Lebasque, 1920. Avec la paix, les codes sociaux d'avant-guerre sont réaffirmés : l'homme travaille, la femme maternelle.

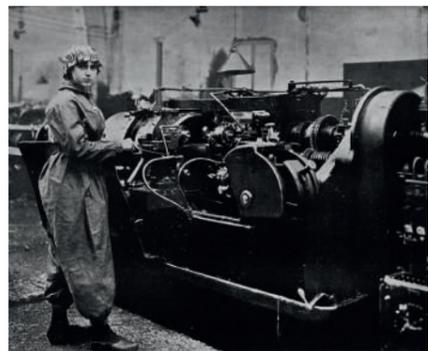
vient celui de la Reconstruction, opère un retour aux valeurs traditionnelles. La femme doit être avant tout une épouse, bonne maîtresse de maison et mère dévouée.

«*En retournant à vos anciennes occupations ou en vous employant à d'autres travaux de temps de paix, vous serez utiles à votre pays, comme vous l'avez été en vous consacrant depuis quatre ans aux œuvres de guerre*».

Son statut juridique reste celui défini par le Code Civil de 1804 dont l'article 213 édicte que «le mari doit protection à sa femme, la femme doit obéissance à son mari» (l'incapacité juridique est levée par la loi du 18 février 1938). Elles n'obtiennent le droit de vote qu'en 1944 (dès 1918 pour les Allemandes, les Britanniques...).

→ Quoiqu'il en soit, et malgré la volonté conservatrice d'une partie de la société, un processus irréversible est en marche et d'indéniables avancées se concrétisent. Rien ne sera plus comme avant et un article de *La Vie féminine* conclut en 1919 que la Grande Guerre a permis à l'humanité de «prendre conscience de sa moitié».

«*Ramener la femme au foyer, l'écartier des luttes politiques, n'est-ce pas là le programme qu'il faut suivre ?*» JOURNAL L'HORIZON, DÉCEMBRE 1918



Les Modes, n°168, 1917
Munitionnette dans une usine de Lyon

Appel aux femmes du 6 août 1914 :
«*Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille*»



Cortège d'étudiants en faveur de l'Emprunt à Paris

Emprunt

→ Les belligérants ont dépensé 186 milliards de dollars, soit 1.000 milliards de francs pour financer la guerre (68% pour l'Entente, 32% pour l'Alliance). Pour y parvenir, ils ont eu recours à leurs insuffisantes recettes fiscales (impôts), mais aussi à la création monétaire et aux emprunts nationaux et internationaux. Grâce à la propagande, la France a organisé quatre emprunts qui lui ont rapporté 67 milliards de francs. Elle a aussi emprunté 32 milliards à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Contrairement à ses alliés, la France, exsangue et endettée, a besoin de se reconstruire. Elle lance alors deux emprunts en février puis à l'automne 1920 qui drainent 43 milliards de francs. Jamais les emprunts n'ont rapporté autant! Au-delà de l'euphorie de la victoire, ces chiffres montrent que l'Etat s'est doté d'une organisation efficace pour capter l'épargne des Français.

→ Alors que les frais engagés pour mettre en place l'emprunt représentent 1,9% du budget en 1915, ils atteignent 7,6% en 1920. Les supports de propagande se diversifient : affiches, tracts, certificats de civisme (apparus en 1916), mais aussi encarts publicitaires (en 1918). Des films sont mis à disposition et des conférences proposées. De même, sept millions d'images d'Epinal et un million de cartes postales sont produites. On fait appel à des

chansonniers, à des journalistes payés pour vanter les mérites de l'emprunt. Des banques privées françaises et étrangères participent à la campagne de 1920. La multiplication des supports et des organismes permet d'adapter la propagande à tous les publics.

→ Pour être efficace ces outils doivent rencontrer leur public. En 1915, les affiches avaient été livrées au mieux trois jours en amont aux trésoriers des payeurs-généraux; elles sont dorénavant envoyées plusieurs mois à l'avance aux commissaires chargés de les diffuser à une multitude de comités locaux (rémunérés depuis 1916) où siègent des notables ou des fonctionnaires bien ancrés sur le territoire. Ces gens donnent l'impression d'un consensus local et non d'une injonction des élites politiques parisiennes.



Affiche de propagande pour l'Emprunt de 1920, Hazan : Renaitre, souscrivez tous!



Faucille

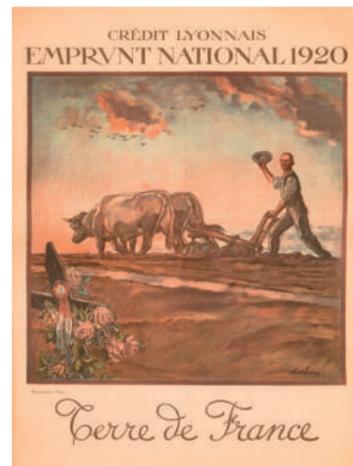
→ Si la France est un pays rural avant la guerre, elle le reste après. Les soldats sont majoritairement des paysans qui comprennent bien l'idée de défendre le sol sacré de la Patrie. De façon plus personnelle, ils s'inquiètent du devenir de leur exploitation durant leur absence. Le contenu de leur correspondance abonde dans ce sens. On demande souvent à sa femme restée à la ferme d'effectuer les travaux, de vendre une bête, de planter des pommes de terre...

→ L'agriculture reste aussi une préoccupation étatique. On en veut pour preuve l'appel aux femmes de Viviani en 1914 qui leur demande d'assurer la ré-

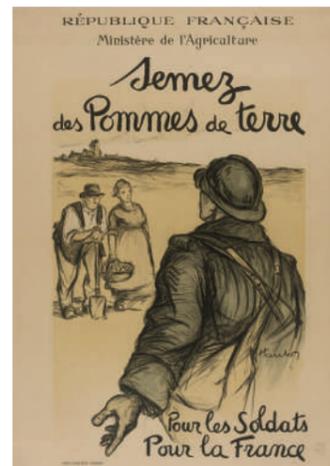
colte ou encore l'affiche de propagande dessinée par Georges Hautot en 1915 qui met en scène un poilu demandant de «semez des pommes de terre pour les soldats, pour la France».

→ La faucille présentée dans la vitrine de la salle *Après-guerre* de l'Historial est bien le symbole de la transition entre le soldat et le paysan. La baïonnette guerrière et meurtrière devient par incurvation une faucille nourricière.

→ Les hommes retrouvent les gestes paysans. Sur les champs de bataille, de la mer du Nord jusqu'à la frontière Est, il faut remettre les terres en état lorsque cela est possible tant les combats ont pu laisser des cicatrices très prégnantes. Les travaux sont très importants et coûteux. Il est décidé d'aider la population dans cette tâche en versant des indemnités, par du prêt de matériel ou encore en utilisant la main d'œuvre des prisonniers de guerre. Ce n'est pourtant qu'en 1924 que les récoltes atteignent les niveaux d'avant-guerre.



Terre de France, Emprunt national 1920, Abel Fairve
Semez des pommes de terre, Georges Hautot, 1917



→ Par un jeu polysémique et surtout symbolique, elle renvoie aussi à l'expansion du communisme en Russie qui devient l'URSS le 30 décembre 1922. Elle rappelle que Nicolas II fut obligé d'abdiquer pour laisser la place à un nouveau régime, un nouveau pays. La Russie est sortie de la guerre dès 1917 et entame, à sa manière, une reconstruction totale de sa politique, de son économie et de sa société. C'est un bouleversement à long terme qui se dessine en ce début de XX^{ème} siècle.

→ Voir articles «Zone rouge» p.48 et Yves Gibeau p.47

→ Voir article «Prisonniers» p.34

→ Voir article «Kaiser» p.28

Frontières

→ Les traités de paix bouleversent le visage de l'Europe. Le continent, jusqu'alors dominé par les empires, s'émiette et dix nouveaux Etats-Nations émergent.

→ La défaite austro-hongroise de Vittorio Veneto, le 24 octobre 1918 et la déroute qui s'en suit, provoque la demande d'armistice du jeune Empereur Charles. Dans toutes les minorités jusqu'alors fidèles à l'Empire, des mouvements nationaux et pacifistes s'arrogent le pouvoir au nom des principes wilsoniens du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Mais dans un second temps, ces gouvernants «trahissent» ce principe face à la réalité multiethnique des Balkans. Ils veulent conquérir des espaces où coexistent plusieurs communautés avant que les Alliés ne fixent définitivement les nouvelles frontières.

→ En Pologne, dès le 1^{er} novembre 1918, Jozef Pilsudski mène une offensive pour chasser les Ukrainiens qui se sont emparés de Lemberg, en Galicie

Orientale. Au printemps 1919, il lutte contre les Corps-Francs en Haute-Silésie. A l'automne 1920, il parvient à chasser l'Armée Rouge et agrandit la Pologne à l'Est. Dès lors, quatre millions d'Ukrainiens et un million de Biélorusses vivent en Pologne. A la suite du référendum du 28 mars 1921 en Haute-Silésie, il obtient un tiers de ce territoire industriel et charbonnier.

→ Cependant les Alliés ne font pas preuve de la même clémence avec les Etats ennemis dans les différents traités de paix :

- Autriche, traité de Saint-Germain-en-Laye, septembre 1919.
- Hongrie, traité du Trianon, juin 1920.
- Bulgarie, traité de Neuilly, novembre 1919.
- Turquie, traité de Sèvres, août 1920.

→ L'Autriche se voit imposer des conditions plus drastiques que l'Allemagne. Elle paiera la plus grosse partie des dettes de guerre de l'Empire austro-hongrois. Elle perd le Tyrol Sud, la Styrie méridionale, la Galicie et la Bohême. Elle est ainsi privée de ses régions industrielles et d'un accès à la mer. Otto Bauer, ministre des Affaires étrangères déclare que «Près des 3/5 de notre population va se trouver soumis à une domination étrangère, sans plébiscite, contre leur volonté, au mépris du droit à l'autodétermination». Le rattachement à l'Allemagne par plébiscite lui est refusé.

→ Seul le traité de Sèvres sera remis en cause. En réaction au débarquement et aux atrocités de l'armée grecque en Anatolie Occidentale, le Turc Mustapha Kemal Atatürk reprend la lutte. Ce leader nationaliste s'appuie sur des chefs locaux et des organisations paramilitaires. Ces conquêtes aboutissent à une «purification ethnique» de l'Anatolie. Les Grecs sont chassés et les Alliés obligés de négocier avec lui un traité à Lausanne en juillet 1923. La souveraineté entière sur l'Anatolie et la Thrace Orientale acquise par les armes est reconnue. L'autonomie kurde, le rattachement de l'Est à l'Arménie et les zones d'influence alliées deviennent caduques. Des transferts de population entre Grèce et Turquie sont légalisés.

→ Voir article «Réfugiés» p.36

→ Voir article «Versailles» p.43



Monument de Békéscsaba (initialement au cœur de la Hongrie, la ville se retrouve après le traité de Trianon près de la frontière roumaine). Composé d'une arche représentant une guillotine, le monument symbolise la mise à mort de l'empire austro-hongrois. Le couperet tombe et entérine le démantèlement de l'empire.



Faucille réalisée à partir d'une baïonnette

Grippe espagnole

→ Quel point commun entre Woodrow Wilson, Edvard Munch, Franz Kafka, Edmond Rostand et Guillaume Apollinaire ?

→ Ils ont tous contracté la grippe espagnole. Les deux derniers en moururent : l'immortel, auteur de *Cyrano*, le 2 décembre 1918 et l'ancien combattant, blessé, trépané, deux jours avant l'armistice.

→ La pandémie¹, apparue en 1918-1919, fit près de 50 millions de morts dans le monde selon l'institut Pasteur (peut-être plus). Son nom, elle le doit au premier pays qui en parla librement sans l'action de la censure militaire.

→ Pourquoi le virus est-il apparu ?

Selon les dernières études, le virus (souche H1N1) serait passé du canard au porc puis à l'homme. Il viendrait de l'Etat du Kansas. Des jeunes sammies² arrivèrent infectés en Europe. Le virus n'avait plus

qu'à se répandre au grès des déplacements humains, il est vrai, intensifiés par le conflit mondial. La grippe espagnole sema la panique. Elle entraînait sur certains maux de tête, brûlures aux yeux, frissons. Puis venait la fièvre. D'autres voyaient apparaître des taches brunes ou violettes et la respiration devenait difficile. L'infection emplissait les poumons et les malades succombaient noyés.

→ Ne comprenant pas l'origine de la maladie, elle fut le sujet de nombreux fantasmes. La propagande laissa croire que la compagnie allemande Bayer mit le virus dans des cachets d'aspirine. L'ennemi utilisait une arme biologique. La propagande française insiste aussi sur le fait que les soldats français résistent mieux à la maladie que « les boches ». Si l'apparition de la maladie n'est pas liée à la guerre, le virus eut pour effet de ralentir les activités militaires car il toucha surtout les jeunes adultes. Ludendorff³ en fera même une des causes de l'échec de l'offensive allemande du printemps 1918.

→ Les autorités ne prennent que très peu de mesures de prévention. Les écoles ne sont fermées que ponctuellement. Les transports en commun ne font l'objet d'aucune mesure particulière.



En Angleterre, on combat la grippe espagnole en distribuant une potion aux enfants, 1919

PISTES PÉDAGOGIQUES

Les maladies et les pandémies peuvent être abordées en classe dans différentes matières et à partir de différents supports.

• En PSE ou en SVT

• En Histoire-Géographie, le « choc microbien » subit par les Amérindiens à l'arrivée des conquérants européens. La peste au Moyen-âge... Les risques pandémiques et la mondialisation : H1N1, Ebola, Chikungunya...

• En Français :

> La Fontaine, *Les Animaux malades de la peste*, livre VII, Fables, 1679.

> Jean Giono, *Le Hussard sur le toit*, 1951 (adaptation filmique en 1995 par Jean-Paul Rappeneau).

> Richard Matheson, *Je suis une légende*, 1954 (adaptation filmique en 2007 par Francis Lawrence).

→ La grippe espagnole eut aussi pour conséquence de jeter le doute sur la médecine, incapable d'enrayer la maladie. Pourtant les ouvrages, les recherches, les colloques et les conférences sur la maladie se sont multipliés.

→ Alors, on utilise les « remèdes de grand-mère ». Ainsi, le rhum vient à manquer et on ne le vend plus qu'en pharmacie sur ordonnance. Les cadavres encombrant les morgues et on n'a pas assez de cercueils.

→ Cette pandémie s'est ajoutée aux atrocités et aux conséquences de la Première Guerre mondiale.

1. Pandémie : épidémie étendue sur la population d'un continent voire du monde.
2. Sammies : nom donné aux soldats américains lors de leur venue en France en 1917 en référence à l'Oncle Sam.
3. Général en chef des armées allemandes de 1916 à 1918.

Guides

→ Avant même la fin des combats, la guerre crée une attente dans l'opinion publique : le besoin de voir, de rendre hommage, de donner du sens à l'absence, au silence... D'abord empirique, un véritable tourisme de guerre se met en place. Pour répondre à cette demande, Michelin publie pour le troisième anniversaire de la bataille de la Marne son premier guide des champs de bataille en septembre 1917. Son succès est tel qu'il est suivi de sept autres volumes, traduits en anglais dès 1919 et en allemand en 1929.

→ L'importance des destructions et le relais qu'en fait la presse provoquent dès août 1914 une volonté de « voir la guerre ». Elle est instrumentalisée par la propagande qui veut montrer la barbarie allemande. Les ruines sont considérées comme des allégories du sacrifice national, une métaphore de la mort au combat. Dès septembre 1915, deux monuments sont inaugurés à Barcy et Etrépilly pour le premier anniversaire de la bataille de la Marne. En 1917, on décore les ruines des villages martyrs libérés par le repli allemand. Certains soldats profitent eux-mêmes de leur permission pour visiter l'arrière-front comme le suggère le guide allemand « Un der Somme ».

→ Ebauchés pendant la guerre, de véritables circuits touristiques sont exploités dès la fin des combats. Ils doivent prendre en compte l'accessibilité

et la dangerosité des lieux mais aussi répondre à la diversité des publics :

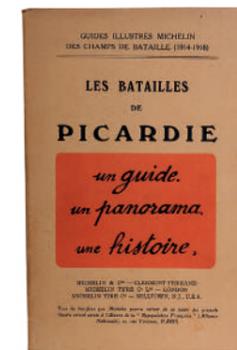
- Familles voulant se recueillir là où un proche est tombé ;
- Anciens-combattants souhaitant rendre hommage à leurs camarades ;
- Curieux à la recherche du frisson de la guerre.

→ Mais dès les années 20, cette géographie du tourisme de guerre évolue et de nouveaux lieux émergent. Les champs de bataille deviennent méconnaissables pour les anciens-combattants face à la volonté de retour à la normale des populations locales. Ce tourisme se concentre alors autour des mémoriaux et des cimetières de regroupement ; l'hommage se déplace sur la place du village autour du monument aux morts ou à Paris près de la tombe du soldat inconnu. Aujourd'hui encore, ce tourisme de mémoire se réinvente autour de musées comme l'Historial, autour de nouvelles interprétations : la paix et la critique de la guerre ont pris le pas sur le sacrifice, les victimes sur l'héroïsme. Michelin a d'ailleurs repensé et republié ces guides pour le centenaire de la Grande Guerre.

→ Voir article « Cimetières » p.12

→ Voir article « Monuments aux morts » p.30

→ Voir article « Quatorze juillet » p.35

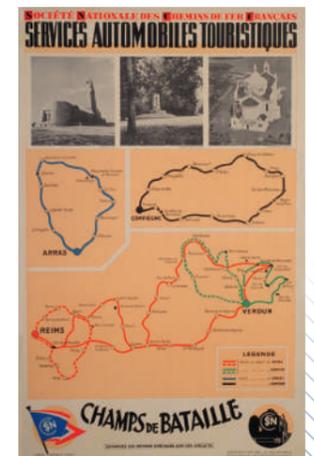


Guide Michelin, *Les batailles de Picardie*, 1920

Un der Somme, guide allemand illustré en couleurs à destination des permissionnaires, 1917



Affiche SNCF présentant les champs de batailles, 1937



que subit la zone du front occidental et la Picardie. Dans les mentalités françaises, la question des dommages de guerre pèse sur les années 20 et 30 en termes économiques, industriels et politiques. Le Traité de Versailles avait entériné le fait que l'Allemagne par l'article 231 était responsable de la guerre et des pertes et dommages occasionnés. Comme n'a cessé de le marteler Clemenceau, « l'Allemagne paiera ».

→ Ainsi, les affiches d'emprunt de 1919 et 1920 qui doivent « hâter la renaissance des pays dévastés » développent une iconographie représentant principalement des ruines. Certaines se veulent rassurantes avec le retour du soldat et l'aide étrangère, mais les paysages meurtris restent omniprésents. Très peu offrent une vision de chantiers et de bâtiments en cours de reconstruction ou achevés, comme si la France ne se relevait pas et ne voulait pas se rendre compte de l'effort entrepris. Il est vrai que 32 747 habitations provisoires sont encore recensées en 1921-22 et que des villageois vivent toujours dans des caves en 1924; il faut aussi continuer d'exhumer des obus et refaire des routes... Les mentalités françaises, longtemps dans l'attente des dédommagements allemands, ne sont pas donc « démobilisées » avant la fin des années 20. Par ces affiches, la guerre reste présente sur les murs des villes. Seule l'affiche très colorée « Le foyer retrouvé » de l'exposition d'Amiens de 1919 offre une vision positive et moderne sur l'avenir.

→ Les objets du musée liés à la reconstruction sont rares : quelques pièces, toutes exposées, témoignent de cet élan pour effacer les effets des destructions : une truelle de l'inauguration d'un hôpital de la ville d'Albert, une plaque émaillée d'une entreprise d'Angers établie à Péronne et celle colorée et fleurie, portant le titre romantique de « Fleur de ruines », provenant d'une maison péronnaise. Les propriétaires avaient tenu à marquer leur réinstallation dans une maison neuve avec cette allusion au printemps et à la renaissance du foyer. Il s'agit certainement de l'objet le plus évocateur de cette période difficile que les Péronnais et autres sinistrés n'ont pu oublier. Les récits des propriétaires de retour dans leur village et ne trouvant plus aucun mur existent en nombre alors que l'évocation de la reconstruction immobilière est rarissime. Comment rendre compte des émotions ressenties par ceux qui purent enfin se loger dans un logement neuf, avec la possibilité de s'installer définitivement avec des meubles et de disposer d'un confort moderne alors rare en France ? Com-

ment et dans quels délais la reconstruction industrielle put-elle être effectuée afin d'offrir du travail à ceux qui revenaient et comment les agriculteurs purent-ils remettre en culture les terres de la problématique « zone rouge » de 28 000 hectares ? Rares sont les témoignages de ces chantiers urbains et ruraux qui ont nécessité des efforts d'en-

vergure perdurant jusqu'en 1938, date du préambule d'une nouvelle tragédie dont le prix à payer sera à nouveau très élevé, tant sur le plan matériel que sur le plan psychologique.

MARIE-PASCALE PRÉVOST-BAULT, CONSERVATEUR EN CHEF,
HISTORIAL DE LA GRANDE GUERRE, PÉRONNE

Historial

→ « La reconstitution de nos provinces dévastées constitue une formidable tâche; jamais l'activité nationale n'a eu pareil effort à accomplir. » C'est ainsi que débute le premier numéro du *Bulletin des régions dévastées* en date du 21 juillet 1919. S'y trouvent les références officielles sur les abris ou constructions provisoires, la reconstitution du mobilier, des immeubles détruits, les avances faites aux industries... La tâche ne fait que commencer, nécessitant un échange constant et durable entre l'administration et les sinistrés.

→ Force est de constater que 310 références seulement sur les 65 000 au total que contient la base des données des collections de l'Historial de la Grande Guerre se réfèrent à ce thème; ce sont majoritairement des titres de presse ou des documents imprimés. Seules 40 affiches, 55 cartes postales et 13 photos offrent une iconographie contemporaine de ces efforts immenses déployés pour les 12 départements touchés par la guerre.

→ L'Historial de la Grande Guerre, inauguré en 1992, traite la première guerre mondiale en une présentation comparée systématique entre les sociétés allemande, britannique et française. Pour la salle consacrée à l'après-guerre, en fin du parcours chrono-thématique, seule une petite section aborde le thème de la reconstruction, thème qui ne concerne pas ces deux autres pays. Dans le cadre du projet de rénovation de cette salle ou d'une réflexion plus globale sur le musée, il apparaît nécessaire de lui donner une place plus importante au regard des destructions considérables

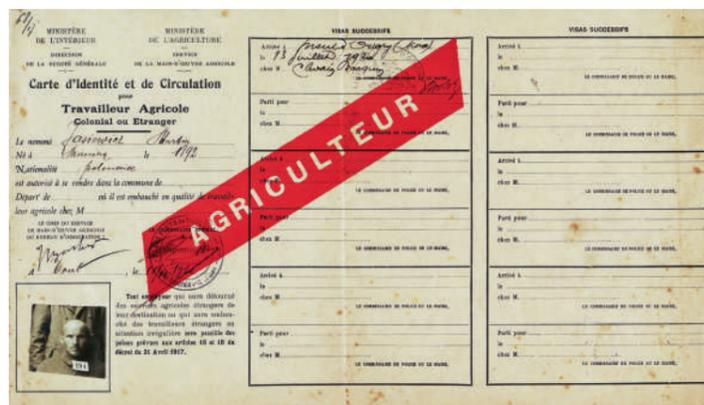


Le foyer retrouvé, affiche de M. Le Cornec pour l'exposition d'Amiens, 1919

→ Une véritable filière à partir de l'Europe Centrale s'organise sous l'égide de la SGI. La jeune Pologne devient le premier pays d'immigration vers la Picardie. On passe de 2 489 polonais en 1921 à 33 000 en 1931. Ces Polonais signent des contrats avant leurs départs qui prévoient modalités de salaires, d'hébergement et de travail. Un recensement mené par la ville d'Abbeville montre qu'une majorité d'immigrés travaille dans l'industrie et l'agriculture.

→ Voir article « Démographie » p.14

→ Voir article « Xénophobie » p.46



Carte d'identité et de circulation pour travailleur agricole ou étranger au nom du polonais Martin Jastewicz, 1920

Immigration

→ La reconstruction des régions dévastées nécessite le recours à l'immigration dans un pays qui a déjà une faible natalité avant-guerre et qui vient de perdre près de 1,4 millions d'hommes. L'immigration change alors de visage, d'échelle et s'organise :

- De terre d'asile des réfugiés politiques, la France devient un eldorado pour les masses laborieuses;
- De 3%, la part des étrangers passe à 7% en 1930, soit trois millions d'individus. La France devient le second pays d'immigration et le premier proportionnellement au nombre d'habitants;
- Des organismes comme la Société Générale d'Immigration (SGI) fournissent 400 000 travailleurs étrangers par an entre 1924 et 1931.

→ Non seulement le Nord de la France est dévasté, mais il passe de 1,7 millions avant-guerre à 240 000 habitants en 1918. Dans l'urgence, on utilise la main d'œuvre étrangère sur place : les prisonniers de guerre allemands sont employés pour déblayer et remettre les champs en culture, les coolies chinois au déminage. Comme avant-guerre, on fait appel à une immigration de proximité. En Picardie, les Belges sont surreprésentés : ils passent de 14 681 en 1911 à 27 778 en 1921. Alors que la Picardie avait une immigration inférieure à la moyenne nationale, les chiffres explosent pour atteindre leur maximum dans les années 30 (chiffre inégalé jusqu'à aujourd'hui). Elle passe au-dessus de la moyenne : le nombre des Belges est multiplié par 1,9, celui des Espagnols par 12, les Italiens par 4. Les entrées en Picardie passent de 22 000 en 1900 à 49 171 en 1921, pour atteindre plus de 70 000 vers 1931.

Industrie

→ Avant-guerre, les pays européens se concurrencent dans tous les domaines. En 1914, l'Allemagne est le pays le plus industrialisé du Vieux Continent.

→ La guerre pousse à un certain essor industriel. La victoire s'est aussi obtenue derrière les machines et l'industrie fut un élément primordial pour mener la guerre totale.

→ Un des héritages du conflit fut l'industrialisation de productions qui étaient jusqu'alors encore artisanales. De grandes usines ont été construites. Les aciéries, les bassins miniers ont tourné à plein régime. Les premières chaînes de montage apparaissent¹.

→ Néanmoins, pour une base 100 en 1913, l'indice de la production industrielle était tombé à 57 en 1919, certains secteurs ayant vu leur activité dimi-

nuer de plus de 50 %, comme le bâtiment, la métallurgie, les industries extractives, les industries mécaniques. La production industrielle ne dépassera son niveau de 1913 qu'en 1924.

→ En Picardie, plus de 3700 usines n'étaient plus en état de fonctionner. Dans la Somme sur 33 sucreries avant-guerre, 30 ont été détruites. Seules neuf sont rebâties. Sur l'ensemble des usines touchées en France, 87% sont remises en état en 1925; 10% ne le sont toujours pas en 1931.



Usine Oudineau, rue de Bellevue à Saint-Quentin



Le Monde illustré, 18 juin 1921, Destruction systématique d'un tissage mécanique par les Allemands, à Bousois. Les usines sont détruites par les combats ou pillées par l'ennemi comme le dénonce cette photographie.

→ A partir de la loi sur les dommages de guerre du 17 avril 1919, les chantiers se multiplièrent malgré le manque de main d'œuvre. Les sinistrés ont le choix entre reconstruire en percevant des indemnités ou ne pas le faire en recevant des «dommages de guerre» à hauteur de la valeur des biens perdus. Ils ont deux ans pour faire leur choix.

→ L'outil industriel s'adapte de nouveau pour répondre aux besoins des sociétés d'après-guerre dans tous les pays belligérants. On veut aller vite. On reconstruit dans les zones de combat ou occupées. A Saint-Quentin, en 1924, des usines neuves se retrouvent au milieu des ruines des habitations.

→ Lorsque les industries ont été entièrement détruites, la reconstruction est totale, parfois à l'identique, parfois complètement différemment en utilisant des matériaux nouveaux comme le béton. Des usines s'installent en périphérie des villes. Les activités sont concentrées dans de grands ensembles industriels. D'autres sont partiellement endommagées et n'ont besoin que d'être restaurées. Plusieurs entreprises, amputées de leur mémoire, de leur savoir-faire et de leur personnel spécialisé durent se reconverter. Par exemple, l'usine Schmitt, fabricant de machines à broder à Saint-Quentin depuis 1901, se lance dans les charpentes métalliques.

→ Dans les années 20-30, les usines rouvertes sont modernisées et se retrouvent à la pointe.

1. A partir des Etats-Unis, le taylorisme et le fordisme se sont répandus dans le monde entier afin de rationaliser le travail industriel.

Intime

« Madame, je suis bien inquiète [...]. Voici quatre ans que je suis séparée de mon mari [...] la guerre est sur le point de finir, on va me le rendre, je suis folle de joie, mais j'ai peur [...]. Nous étions mariés depuis 6 ans lorsqu'il est parti, nous étions très heureux et très unis [...]. Quand il est parti, ce fut affreux [...] je me sentais désemparée [...] Et puis, peu à peu, il a bien fallu que je me reprenne... Et c'est là tout le drame. J'ai appris à vivre, à penser par moi-même. J'ai organisé mon existence selon mes goûts, qui, je le vois bien maintenant, ne sont pas ceux de mon mari [...] j'ai conscience de ma personnalité. [...] Que dira mon mari quand il reviendra? Je l'aime plus que jamais, mais notre amour ne peut plus être le même. Comprendra-t-il? Acceptera-t-il? »

→ Ce courrier extrait du journal féminin *Eve* du 17 novembre 1918 illustre parfaitement les enjeux des retrouvailles des couples après-guerre. Pour clôturer le centenaire, l'Historial y a consacré une exposition intitulée « Amours en guerre »¹.

→ Pendant la guerre, la lettre, passerelle des sentiments, mais aussi preuve de vie, devient l'espace d'expression de l'amour et des espérances à venir. « Si en temps de guerre, l'intime s' imagine et se dit, en temps de paix, il se vit et se tait » (Clémentine Vidal-Naquet). Par conséquent, les historiens doivent mobiliser d'autres sources pour reconstituer les évolutions du couple après-guerre.

→ Les médecins, tout d'abord, cherchent à mettre des mots sur les symptômes qu'ils observent sur ces anciens soldats renfermés, fatigués ou hypersensibles et violents : « des mutilés affectifs, des invalides nerveux de l'émotivité, des autistes affectifs... ». Les soldats ont ramené les tranchées chez eux. De façon récurrente, la guerre ressurgit la nuit provoquant cauchemars et hurlements. Le docteur Wilhelm Stekel, psychiatre à Vienne, puis à Londres, note une augmentation de l'impuissance masculine chez tous les belligérants que son collègue Angelo Hesnard nomme le « mal des tranchées ». Cette situation est d'autant plus difficile à vivre que la guerre a durci les idéaux de genre : l'homme doit être un héros viril qui se bat; la femme doit garder le foyer et faire preuve de douceur et de patience. Cet impossible retour en arrière explique l'augmentation des divorces qui passent en France de 561 en 1913 à 1 235 en 1920 pour 10 000 mariages. Autre renversement, ils sont réclamés à 61% par les maris en 1919. Dans quelques très rares cas, certains basculent même dans la criminalité et tuent leurs épouses.

→ Toutefois, les sources présentent essentiellement les déchirements car le bonheur, lui, laisse moins de traces... La presse féminine nous permet de découvrir l'intime de la majorité silencieuse. Le 1^{er} avril 1920, le journal *Eve* lance une grande enquête sur le retour des maris. Et les réponses des lectrices insistent majoritairement sur leur joie et un retour à la normalité. Elles sont confirmées par d'autres enquêtes.

→ De même, les Etats font de la reprise de la natalité et du bonheur conjugal un « devoir patriotique ». Tout un arsenal législatif tente en France de « nationaliser » le corps de la femme comme la loi de 1920 interdisant la propagande pro-avortement ou celle de 1926 instaurant la fête des mères. Ces volontés se heurtent au manque d'hommes



Album de mariage de Gerald et Berthe Debaecker : l'album présente le voyage de noces du 4 septembre au 4 octobre 1919 : après avoir visité Paris, Gerald emmène sa femme sur tous les lieux où il a combattu pendant 5 ans. Il témoigne d'une volonté de dévoiler et de partager son expérience de guerre

et à l'évolution des mœurs féminines particulièrement dans les familles bourgeoises où émerge la figure de la « femme moderne » prête à gagner seule sa vie.

1. Catalogue d'exposition « Amours en guerre » par Clémentine Vidal-Naquet, 2018.

→ Voir article « Trauma » p.41

→ Voir article « Emancipation » p.16

→ Voir article « Démobilisation » p.13



Jardins

→ Partout dans le monde, le jardin signifie l'enclos et le paradis¹.

→ Souvent associé à l'idée de repos, le jardin du souvenir fait cohabiter à la fois la mort et la vie. Se retrouvent dans le même espace, délimité et fermé, les corps des soldats enterrés et la vivacité des végétaux. Le cimetière peut donc être considéré comme un jardin, un aménagement paysagé, calme et reposant pour les soldats mais aussi pour les vivants venant se recueillir.

→ A l'arrière de l'Historial, sur les berges de l'étang de CAM, Gilles Clément propose avec le jardin du

Sixième continent un geste mémoriel au sein d'un territoire dont le paysage, marqué par la guerre, est un lieu de recueillement pour l'ensemble des pays impliqués dans ce conflit.

→ Jardin issu du brassage planétaire, symbole de paix et de vie pour les générations actuelles et futures, Gilles Clément nous invite ici à une réflexion environnementale et sociale dans le cadre des commémorations de la Grande Guerre. Il propose avec ce jardin une approche collaborative et des relations entre hommes et nature, esquissant ainsi une alternative au risque de guerre.

→ Les Jardins de la Paix voient le jour pour le centenaire de la Grande Guerre. C'est un projet créatif de quinze jardins créés à proximité des hauts lieux du souvenir de la Grande Guerre et réalisés par l'Association des jardins paysagers des Hauts-de-France. Ce nouveau circuit mémoriel rend hommage aux soldats tombés sur le sol français de 1914 à 1918, et témoigne du nombre et de la diversité des pays engagés dans ce conflit.

1. Définition de Gilles Clément, Jardins, paysages et génie naturel, Leçons inaugurales du Collège de France 2011

PISTES PÉDAGOGIQUES

Voir dossier pédagogique sur les jardins :

<https://www.historial.fr/>

> Services et ressources > Service éducatif

> Téléchargements et outils pédagogiques

> Ressources pédagogiques pour la classe

> Parcours éducatifs et pluridisciplinaires



Jardin du Sixième continent de Gilles Clément, Péronne

Jardin du souvenir, face à la nécropole italienne de Bligny (Marne)

Jardin de la paix dans les douves du château de Péronne





par une rouge et retirent les lettres SM (Sa Majesté). En effet, dès janvier 1918, des ouvriers se mettent en grève pour manifester leur ras-le-bol des privations liées au blocus allié. Ce mouvement s'accroît après l'échec des offensives de Picardie entre mars et août 1918. Erich Luddendorf, le général en chef des armées allemandes, sait la défaite inévitable. Mais il refuse d'en endosser la responsabilité.

« J'ai demandé à Sa Majesté de faire également entrer au gouvernement les cercles, auxquels nous devons pour l'essentiel d'en être arrivés là (...) Il leur reviendra de conclure la paix [...] de manger la soupe qu'ils nous ont préparé ».

La légende du « coup de poignard dans le dos » est en gestation !

→ Dans le même temps, des manifestations de soutiens aux mutins emprisonnés éclatent dès le 1^{er} novembre. Le 4, les soldats fraternisent avec la foule. Le mouvement se répand à travers l'Empire. Le 7, Kurt Eisner, journaliste et membre du USPD¹, à peine sorti de prison, appelle les Munichois à la révolte. Louis III, roi de Bavière, s'enfuit et la « République Socialiste de Bavière » est proclamée.

→ Friedrich Ebert, leader du SPD², compte sur le départ de Guillaume II et sur des réformes sociales pour éviter une révolution de type bolchévique. Il est nommé chancelier et son bras droit Scheidemann proclame la République. Ebert obtient le soutien des fonctionnaires et de l'Etat-major. Mais sa politique déçoit une partie du peuple. Durant les Weihnachtskämpfe³, il doit faire face à une révolte de 3000 marins de Kiel qui prennent la chancellerie. Ebert cède sous la pression et renvoie ensuite le chef de la police qui a refusé de tirer sur les marins. Cet acte marque la fin de l'union des gauches allemandes. La Révolution bascule dans une deuxième phase plus brutale. Le 1^{er} janvier 1919, Karl Liebknecht fonde le parti communiste allemand (KPD)⁴.

1. USPD : Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands ou parti social-démocrate indépendant allemand.
2. SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschlands ou parti social-démocrate allemand.
3. Combats de Noël.
4. Parti communiste allemand.

→ Voir article « Brutalisation » p.10

→ Voir article « Weimar » p.45

Kaiser

→ Abandonné par l'armée à qui il avait confié la direction de l'Empire allemand depuis 1916, Guillaume II abdique le 9 novembre 1918 et part en exil aux Pays-Bas. La république naissante se trouve alors livrée aux luttes de groupes politiques qui veulent imaginer un nouvel avenir. Pour l'historien George Mosse, cet affrontement illustre la brutalisation des sociétés d'après-guerre.



Bonnet du marin
Erich Jobke

→ L'Historial de la Grande Guerre présente le bonnet du marin allemand mutin, Erich Jobke. Ses camarades de Kiel et lui-même refusent de participer à une opération navale suicide le 19 octobre 1918. En signe de rébellion, ils remplacent la pastille de leurs bonnets aux couleurs de l'Empire

Législation

→ Très tôt, le législateur s'est posé la question des modalités de la reconstruction et de son rôle dans celle-ci. La France s'est dotée d'un arsenal législatif qui servira de modèle aux autres pays dévastés où les sinistrés sont plutôt livrés à eux-mêmes. « Faut-il garder les traces de la guerre ou les effacer ? Faut-il remettre les régions dévastées dans l'état d'avant-guerre ou saisir l'occasion du chaos pour introduire des progrès ? » Annie Deperchin résume ainsi les débats qui animent les députés français.

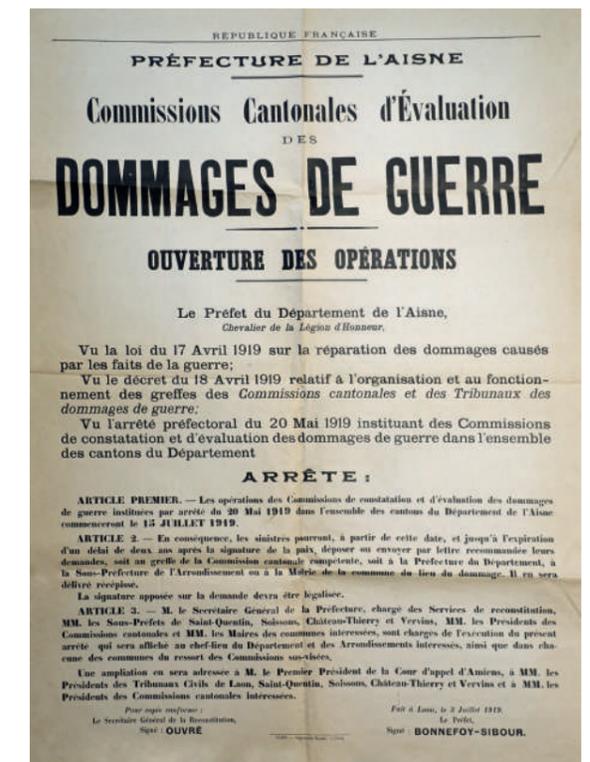
→ Dès l'automne 1914, le principe d'indemnisation des sinistrés est discuté :

- Une circulaire institue un droit des victimes de guerre.
- La loi du 26 décembre 1914 établit une indemnisation intégrale des dommages causés pour fait de guerre et leur prise en charge par l'Etat.
- Une proposition de loi de 1915 demande la conservation en état de ruines de certains lieux comme preuves. Elle aboutit à la création d'une commission des vestiges et souvenirs de guerre en 1917. Mais le recul allemand de mars 1917 impose une autre réalité. Les réfugiés rentrent chez eux. L'urgence est au ravitaillement et à la reconstruction. Cette mission est confiée au Comité interministériel pour la reconstruction des régions envahies.

→ La loi du 19 avril 1919 dite « charte des sinistrés » clôt le débat sur l'attribution d'une indemnité : elle

couvrira la valeur des biens et le sinistré pourra en disposer librement. Mais s'il reconstruit dans un rayon de 50 kms, il touchera six fois le montant de la perte. Pour en bénéficier, il faut remplir un dossier de dommages de guerre validé par une commission cantonale. Certaines victimes décident de se regrouper en association dont le statut spécifique est déterminé par la loi du 15 août 1920. Mais la reconstruction ne peut attendre la signature des traités. L'Etat lance alors « l'emprunt de la Paix » (février 1920), puis, « l'emprunt de la Reconstruction » (automne 1920).

→ La loi du 10 octobre 1919 crée le Crédit National qui est chargé de redistribuer les fonds récoltés sous forme d'indemnités.



Arrêté préfectoral du 3 juillet 1919 informant de l'ouverture d'évaluation des dommages de guerre

→ L'Etat profite aussi de la reconstruction pour étendre son champ d'action : la loi Cornudet, du 24 mars 1919, impose aux villes de plus de 10000 habitants d'élaborer un plan d'urbanisme afin de moderniser et d'organiser scientifiquement la ville : il instaure un zonage et généralise les transports en commun et les réseaux de gaz, d'électricité, d'égouts.

→ Voir article « Emprunt » p.17

→ Voir article « Urbanisme » p.42

→ Voir article « Industrie » p.24

MM

Monuments aux morts

→ 1.397.000 morts (auxquels s'ajoutent 40.000 Alsaciens et Lorrains), 40.000 victimes civiles, 20.000 prisonniers décédés en Allemagne. L'hécatombe de la Grande Guerre engendre un profond traumatisme et son souvenir obsède la société française d'après-guerre. Les cérémonies commémoratives, la présence dans la société des mutilés, des veuves et des orphelins, les ruines qui jonchent les régions des combats, interdisent l'oubli et rendent impératif le besoin de se souvenir des morts. L'ampleur de ce deuil impose une réponse monumentale : plus de 36.000 monuments aux morts sont érigés dans les années 1920. Cet élan a pour conséquence un

phénomène sans précédent dans l'histoire du monument public : l'hommage s'adresse aux soldats, de manière nominative, et plus aux seuls chefs.

→ L'article 5 de la loi du 25 octobre 1919 relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France prévoit que « des subventions seront accordées par l'Etat aux communes, en proportion de l'effort et des sacrifices qu'elles feront en vue de glorifier les héros morts pour la Patrie [...] ». Les dates du 1er ou du 2 novembre sont initialement retenues pour la cérémonie commémorative annuelle mais la loi du 24 octobre 1922 la fixe finalement au 11 novembre.

→ Les monuments se veulent des symboles. Leurs socles représentent une tombe. Ils sont agrémentés d'éléments et d'inscriptions évoquant la patrie et le deuil. Aussi faut-il bien distinguer les monuments aux morts des ossuaires, nécropoles ou cimetières militaires puisqu'aucun corps ne repose sous eux. Quatre grandes catégories se dessinent : les monuments civiques portant les valeurs de la République, les monuments patriotiques exaltant le sacrifice et/ou la gloire, les monuments funéraires exprimant le deuil, la douleur de ceux qui restent et les monuments pacifistes, plus rares, dénonçant la guerre.

« Pères, mères, épouses, orphelins, frères et sœurs de nos Héros, séchez vos larmes; tressaillez de fierté sous vos voiles de deuil en souvenir de ceux qui sont tombés pour la Patrie. »

DISCOURS DU MAIRE DE BLANGY-SUR-BRESLE
LORS DE L'INAUGURATION DU MONUMENT AUX MORTS

→ Voir dossier « Monuments aux morts »
<https://www.historial.fr/> > Services et ressources
> Service éducatif > Téléchargements et outils pédagogiques > Ressources pédagogiques pour la classe
> Dossiers thématiques



Monument patriotique de Proyart (Somme)

Monument funéraire de Jussy (Aisne) : la société d'après-guerre portant le poids du deuil de la nation

Monument pacifiste de Devise (Somme)

Nissen

→ Les villes et villages du Nord de la France, sur l'ancienne zone de front, ont subi de nombreuses destructions. En Picardie, par exemple, 345 villages sont complètement détruits. Malgré tout, près de deux millions de réfugiés ayant fui la guerre, veulent rentrer au plus vite chez eux. La vie quotidienne est alors très difficile dans un paysage dévasté.

« Un nouvel hiver de misère s'ouvrait. On était blotti dans les caves, dans les masures aux toits percés, et l'on regardait avec envie ceux qui pouvaient se calfeutrer dans les baraques provisoires du district. Rien n'était rebâti; vingt maisons à peine étaient réparées; et il fallait loger trois cents ménages, des ouvriers, des employés, des gens de passage. Les nuits de gros temps, on pataugeait dans ces taudis, l'eau ruisselait de partout, et, pendant que la femme cherchait un coin sec où tirait le berceau, l'homme, sorti sous la pluie, dressait un barrage à l'entrée de la cave ou, grimpé sur le toit, reclouait à l'aveuglette les lattes et le carton arraché par le vent. »

ROLAND DORGELÈS, LE RÉVEIL DES MORTS, 1923

→ Pour le logement, on opte pour des constructions solides et rapides à mettre en œuvre face à l'urgence. On édifie des baraques provisoires comme les « Adrian » en bois et les Nissen en tôle. Ces dernières sont les plus courantes.

→ Le lieutenant-colonel du génie Peter Norman Nissen, ingénieur des Mines britannique, met au point en 1916 un habitat pour l'armée. On veut industrialiser le logement des troupes. Les différentes parties sont légères et se transportent très

facilement. Six hommes outillés peuvent monter l'ensemble en quelques heures. 150 000 baraques Nissen occupent la zone alliée, pour loger, soigner¹, nourrir les armées.

→ En 1918, le Royaume-Uni livre 100 000 Nissen à la Belgique, la France et l'Allemagne, cette fois-ci, pour les civils. L'ossature est en bois couverte de papier bitume et de tôles ondulées avec une façade en demi-cercle. Les côtes sont standardisées (14,73 mètres sur 8,08) pour une surface habitable de près de 38 m².



Eglise provisoire de Bouchavesnes, Somme
Dernière baraque Nissen encore visible à Péronne en face du lycée Pierre Mendès-France

→ Ces constructions se composent de deux ou trois pièces éclairées par deux petites fenêtres et munies d'une porte en façade.

→ Surnommées « tube », « métro », « demi-lune » ou encore « tonneau », la baraque Nissen reste un bâtiment qui manque d'isolation. Elle fut rapidement décriée pour son insalubrité et son inconfort.

→ Elles ont généré une urbanisation temporaire² avant une reconstruction plus pérenne.

1. Certains modèles plus grands servaient d'hôpitaux.
2. Voir photographie en quatrième de couverture.

→ Voir articles sur « Urbanisme » p.42 ; « Législation » p.29

l'ennemi. [...] Les enfants ainsi adoptés ont droit à la protection, au soutien matériel et moral de l'État pour leur éducation dans les conditions et limites prévues par la présente loi, et ce jusqu'à l'accomplissement de leur majorité».

→ Le discours au Sénat de Georges Clemenceau, président du Conseil, le 20 novembre 1917 fait écho à cette loi.

«*Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous. Ils veulent qu'aucune de nos pensées ne se détourne d'eux, qu'aucun de nos actes ne leur soit étranger. Nous leur devons tout, sans aucune réserve.*»

En quelque sorte, la dette contractée envers les combattants se reporte sur leurs enfants. Le statut est également accordé aux mineurs dont le soutien de famille est atteint d'une invalidité ne l'autorisant plus à subvenir correctement à l'éducation de l'enfant. Dans tous les cas, si l'état accorde une aide pécuniaire – pour financer par exemple la scolarité du pupille – la famille conserve la pleine autorité sur l'enfant.

«*Après la mort de mon père, j'ai dû être vêtue de crêpe noir pendant trois ans; ensuite je pouvais avoir un peu de gris ou de violet [...]. Au village, il y avait beaucoup de filles dans mon cas.*»

JEANNE CARAYOL, L'HISTOIRE D'UN VILLAGE DE L'UZÈGE : SAINT-VICTOR-DES-OUÏLES, ÉD. DE LA MIRANDOLE, 2002

Orphelins

→ En 1919, la France compte 986.000 orphelins, soit 1,8% de la population française. En reconnaissance du sacrifice de leurs pères, l'État crée dès 1917 le statut de pupille de la nation. La loi du 27 juillet 1917, modifiée par celle du 26 octobre 1922, promulgue dans son article premier que «La France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri, au cours de la guerre de 1914, victime militaire ou civile de



L'heure du repas dans un orphelinat

Affiche de l'Office national des Pupilles de la Nation, 24 juillet 1918 : «La loi du 27 juillet 1917 [...] est une loi de liberté, de fraternité, de respect mutuel, de concorde et de solidarité sociales»

Affiche, 25 décembre 1918 : Marianne tendant la main à un orphelin de guerre.



Parrainage

→ Beaucoup de villes en France compatissent au martyre des communes de la zone des combats. Dès 1916, Marseille décide de financer la reconstruction d'Arras et vote en 1917 une subvention d'un million de francs. On inscrit l'union dans l'espace urbain : à Marseille, une place et un boulevard portent le nom d'Arras.

→ A la fin de la guerre, les parrainages se multiplient. Il faut montrer sa «solidarité patriotique».

→ Edouard Herriot, sénateur-maire de Lyon, lance cette idée de soutien. Sa ville porte assistance à Saint-Quentin. C'est plus de cinq millions de francs qui seront versés à la cité axonaise pour aider à sa reconstruction.

→ Le Petit Journal lance une campagne d'adoption des communes martyres par celles qui n'ont pas connues les affres des combats. Les préfetures doivent inciter ce mouvement d'entraide. Environ 1000 villes et villages ont bénéficié de la solidarité patriotique.

→ Les exemples nationaux sont donc nombreux. Le Havre parraine trois villages entre Amiens et Péronne. Bergerac soutient la ville de Reims. Noyon reçoit de l'argent de Béziers...

→ Les communes Mairaines de guerre secourent par des dons en argent ou en nature, par l'achat de matériels et le financement de travaux d'équipements divers.

→ Les élus de Clichy-la-Garenne se rendent sur place le 11 septembre 1919 pour découvrir les

ruines du village de Rencourt-lès-Cagnicourt (Pas-de-Calais) « Nous regardons autour de nous. Rien, c'est pire là que nulle part ailleurs. Le néant ». Suite à cette visite, le conseil municipal vote un envoi de 25000 francs et du matériel.

→ Le 3 novembre 1920, Raymond Poincaré lance un appel en vue de provoquer l'adoption des communes n'ayant pas encore de marraine. En 1921, une décision ministérielle invite les cantons de France à adopter comme filleule une commune des régions sinistrées.

→ Le concept de parrainage s'étend à l'international. Newcastle parraine Arras, Huddesfield aide Havrincourt, Hastings s'occupe de Sailly-au-bois. Le Pas-de-Calais reçoit du soutien du Sénégal, d'Indochine et d'Algérie.



Façade de l'école de Lyon à Saint-Quentin

Plaque de rue de la commune de Vouvray, Indre-et-Loire



→ L'ancien allié britannique se trouve en première ligne du mouvement de solidarité pour aider les sinistrés de la Somme du fait du rôle important qu'y jouèrent ses troupes durant le conflit. Maricourt est adopté en février 1921 par la commune de Blackburn car le maire a perdu un fils près du village.

→ Le lord maire de Liverpool affirme « Vous veillez nos morts, nous aiderons vos vivants ». En 1920, la « British League of Help » est mise en place.

→ Les villes canadiennes de Toronto et Halifax soutiennent respectivement Vimy et Metz-en-Couture.

→ L'exemple le plus surprenant est celui de la ville norvégienne de Bergen et de son riche armateur M. Wallen qui adoptent le village de Bouchavesnes et qui sera rebaptisé en retour Bouchavesnes-Bergen.

→ Voir articles «Urbanisme» p.42 ; «Architecture» p.8

Prisonniers



Veste marquée PG pour
«Prisonnier de Guerre» allemand

→ A la signature de l'armistice, l'Allemagne détient 535.000 prisonniers de guerre français et la France 420.000 Allemands. L'article 10 de la convention de l'armistice prévoit le «rapatriement immédiat, sans réciprocité, [...] de tous les prisonniers de guerre des alliés. [...], le rapatriement des prisonniers de guerre allemands sera réglé à la conclusion des préliminaires de paix».

→ Le retour des prisonniers français est rapide et dès la mi-janvier 1919, tous sont revenus. A leur arrivée, ils sont soumis à des visites médicales et à des interrogatoires sur leurs conditions d'internement mais également sur celles de leur capture. Il s'agit de s'assurer que celle-ci n'est pas la conséquence d'un acte délibéré ayant permis d'échapper au danger du front. Après une permission de trente jours accordée pour retrouver leurs proches, ils rejoignent le dépôt de leur arme le plus proche de leur résidence pour reprendre leur service.

→ La situation des prisonniers allemands est plus délicate. Dans une France ravagée par la guerre et au besoin pressant de main d'œuvre, le Gouvernement décide de conserver ces prisonniers pour travailler à la reconstruction au mépris des conventions internationales. Une main d'œuvre gratuite et corvéable à merci qui permet aussi de faire pression sur l'Allemagne pour la contraindre à se plier aux exigences imposées par l'armistice

puis par le traité de Versailles (paiement des dommages de guerre...). Employés au déblaiement des ruines, au désobusage des terres agricoles et à la reconstruction, leur rapatriement se fait au compte-goutte à partir de septembre 1919 et s'achève en février 1920. Le tout aux frais de l'Allemagne, bien sûr!

«[...] mes prisonniers me coûtent quarante sous par jour, j'en profite. Nous n'aurons pas longtemps de la main-d'œuvre à ce prix-là.

«[...] Vers le milieu de l'hiver, les prisonniers allemands partirent. On eût dit d'un défilé de forçats tous ces hommes en gris, portant leur petit baluchon, avec des soldats en serre-file, mais quand ils approchaient, rien qu'à leur démarche, à leur visage transfiguré, on comprenait que c'était fini et qu'ils rentreraient chez eux.» ROLAND DORGELÈS, LE RÉVEIL DES MORTS



Prisonniers allemands employés au déminage sous la surveillance d'un officier du Génie,
Le Miroir, 2 mars 1919

Quatorze juillet

→ Le défilé de la Victoire du 14 juillet 1919 symbolise la sortie définitive de la guerre. En effet, depuis le 28 juin et la signature par les Allemands du traité de Versailles, la guerre est finie. Les Alliés se donnent rendez-vous à Paris pour communier dans la joie et dans le recueillement. Sur le même modèle, les Britanniques organisent un défilé à Londres le 19 juillet (les *Peace Celebrations*), et les Belges à Bruxelles le 21 : traversée des lieux de pouvoir politique et militaire des capitales, cortèges interalliés.



Le Miroir, 15 juillet 1919: Les maréchaux Foch (à gauche) et Joffre (à droite) venant de passer sous l'Arc-de-Triomphe, s'engagent sur l'avenue des Champs-Élysées, suivis des délégations alliées.

→ Cet engouement mondial se cristallise autour de l'Arc de Triomphe : deux millions de Parisiens (dont certains ont dormi sur place) et plus de deux millions d'étrangers s'agglutinent le long des dix kilomètres du parcours entre le Pont de Neuilly et la place de la République, en passant par les Champs-Élysées. En tête du défilé, Foch, général en chef des Alliés et Joffre, le vainqueur de la Marne, précèdent Pershing et les contingents alliés. Ils sont suivis du général Pétain et des régiments français. Tout au long du parcours, d'immenses mâts arborent les drapeaux alliés ainsi que des panneaux où les artistes mobilisés ont figuré les batailles dans un style proche de l'Art déco. Si la foule commue dans la liesse, le deuil reste néanmoins omniprésent.



Mutilés ouvrant le défilé de la Victoire,
14 juillet 1919

→ C'est toute l'ambiguïté de cette fête. Les Anciens Combattants avaient refusé de participer à la cérémonie si les morts n'étaient pas honorés. Sous leur pression, l'État accepte l'érection d'un cénotaphe sous l'Arc de Triomphe. Durant la nuit du 13 au 14 juillet, des milliers de Parisiens dont Clemenceau viennent s'y recueillir. Déplacé à proximité, tous les soldats le saluent au passage. Après eux, plus aucune troupe ne passera sous l'Arc de Triomphe : le soldat inconnu obstruera le passage en lieu et place du cénotaphe. Le deuil supplantera désormais le triomphe. Les Anciens Combattants ont aussi obtenu que le défilé soit ouvert par un millier de mutilés qui renvoie à la foule subitement silencieuse le prix de la victoire.

→ Voir article «Der des Der» p.15

Réfugiés

→ Emue par le dénuement des réfugiés axonais, Ann Morgan fonde en avril 1917 le CARD, le Comité Américain pour les Régions Dévastées, et s'installe au château de Blérancourt pour les secourir. C'est à la suite de la guerre que le mouvement humanitaire s'institutionnalise face à l'explosion du nombre de réfugiés.

→ En effet, la guerre a provoqué le déplacement forcé de trois millions de Français et de Belges et d'un million de Serbes résidant dans les zones de combats, ainsi que des populations allemandes de Russie. De retour chez eux, ces réfugiés vivent au milieu des ruines, dans des caves sans infrastructures. Les Etats tentent d'étaler dans le temps ces retours afin de fournir nourriture et toits. Ainsi, des 110 000 habitants d'Amiens évacués en avril 1918, la mairie n'autorise le retour de quelques centaines d'hommes travaillant dans les métiers de bouches et du bâtiment qu'à partir du 8 octobre. Le premier Conseil municipal à Amiens ne se réunira que le 4 décembre. La population d'Amiens ne retrouvera son niveau d'avant-guerre qu'en 1936.

→ Le démantèlement des empires, les traités de paix et les nouveaux conflits qui s'en suivent (guerre civile russe 1917-1923, guerre soviéto-polonaise 1919-1921 et guerre gréco-turque 1919-1922) obligent dix millions de personnes supplémentaires à quitter leurs lieux de vie passés sous tutelle étrangère. Avec le Traité du Trianon (4 juin 1920), 3 millions de Hongrois vivent désormais à l'étranger.

→ Pour enrayer cette situation et stabiliser l'Europe, la SDN crée un Haut-Commissariat aux réfugiés dont elle confie la charge à Fridtjof Nansen en 1921. Cet explorateur norvégien, devenu diplomate, s'est fait connaître en organisant le rapatriement de 430 000 prisonniers de guerre entre les anciens empires russes, allemands et austro-hongrois. Le 5 juillet 1922, il obtient la création d'un passeport Nansen pour les apatrides. En effet, deux millions de Russes ont fui leur pays durant la guerre civile. Ils sont déchus de leur nationalité en décembre 1921 ce qui les empêche de franchir les frontières.

→ Ce passeport est étendu aux 35 000 Arméniens survivants du génocide et victimes de la politique de Mustapha Kemal Atatürk, puis aux 1,5 millions de Grecs et de Musulmans déplacés de force à la suite du conflit gréco-turc. En aidant ses « sans-papiers », la SDN légalise indirectement le transfert forcé de population pour motifs religieux ou ethniques.

→ Voir article « Nissen » p.31

→ Voir article « Frontières » p.19

→ Voir article « SDN » p.38



Le Petit journal, 28 novembre 1920 - L'évacuation de Sébastopol : sous la pression des troupes bolchéviques, la population affolée s'enfuit de la ville

Rhénanie



Médailles anti-françaises, réalisées lors de l'occupation de la rive gauche du Rhin en 1923, Goetz Karl



→ Ces médailles exposées à l'Historial illustrent combien la culture de guerre reste vivace dans l'Allemagne d'après-guerre, combien la population rejette une présence française jugée injuste et arbitraire alors que le pays n'a jamais connu la guerre sur son sol. La présence de troupes noires y est dénoncée. Ces médailles suggèrent que les femmes allemandes seraient livrées à l'appétit sexuel des vainqueurs pour humilier le pays.

→ Avec le traité de Versailles, d'occupants, les Allemands deviennent occupés. 130 000 soldats dont 94 000 français occupent la rive gauche du Rhin Cologne, Coblenze et Mayence. L'occupation doit garantir le paiement des réparations dont le montant sera fixé à 132 milliards de marks-or en mars 1921. Si Rathenau, ministre des finances, met en place une politique d'exécution et des livraisons en nature, à partir de juillet 1922, le nouveau gouvernement du chancelier Cuno suspend les versements. Le gouvernement français, dirigé par Poincaré, décide d'occuper la Ruhr le 11 janvier 1923 afin de forcer le paiement et de favoriser l'émergence de mouvements séparatistes rhénans qui

permettraient de créer des Etats-tampons entre la France et l'Allemagne. La Ruhr produit alors 74% du charbon et 87% de l'acier allemand. En réaction, le gouvernement allemand soutient une résistance passive : les fonctionnaires sont appelés à désobéir, les cheminots à faire grève. L'Etat allemand compense les pertes de salaires. Des manifestations éclatent. Des corps francs sabotent les livraisons. La France durcit alors le ton : amendes, saisies de charbon et de numéraires, 150 000 expulsions. 132 Allemands meurent lors de ces événements.



Placard allemand, non daté : « Pas de paix préliminaire sans le retour de nos prisonniers »

→ Le 26 septembre 1923, le nouveau chancelier Stresemann stoppe cette politique qui a plongé le pays dans l'hyperinflation. Trop tard, les Français poussent les séparatistes au coup de force. Hitler et Luddendorf tentent de profiter du désordre ambiant pour tenter un coup d'état en Bavière. Finalement, le gouvernement de Wilhelm Marx rétablit l'ordre dans tout le pays (Hitler est emprisonné).

→ L'isolement diplomatique français et la dévaluation du franc en 1924 obligent le gouvernement d'Edouard Herriot à accepter le plan Dawes¹ et à évacué la Ruhr sous un an. Cependant la Rhénanie restera occupée jusqu'en 1936 et sa remilitarisation par Hitler.

1. Dawes prévoit un rééchelonnement des dettes de guerres allemande ainsi que la possibilité pour cette dernière d'emprunter 200 millions de dollars sur le marché américain afin de relancer son économie.

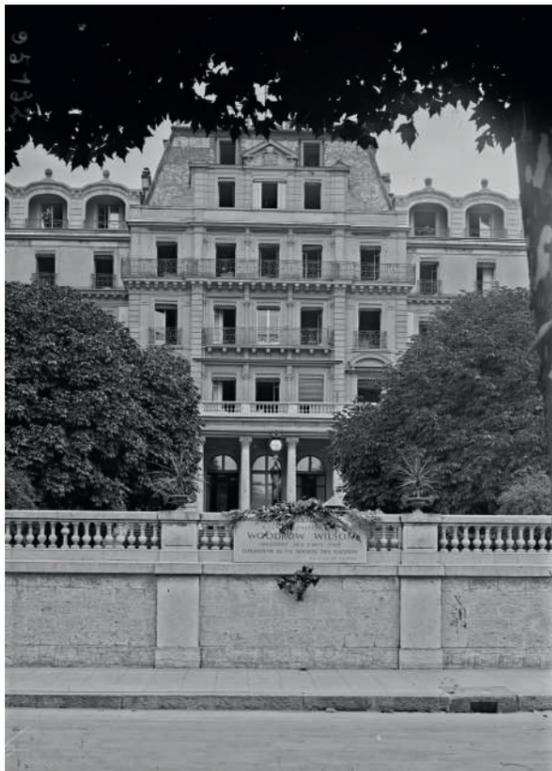
→ Voir article « Kaiser » p.28

→ Voir article « Versailles » p.43

→ Voir article « Weimar » p.45

SDN

→ Cette organisation internationale apparaît dans le traité de Versailles de 1919. Elle est mise en place pour maintenir la paix en Europe. La création de la SDN s'inscrit dans une démarche de paix entre nations, basée sur l'application du droit international ainsi que du respect de l'indépendance des États membres.



Siège de la SDN à Genève

→ Woodrow Wilson, président des États-Unis, avait voulu dans le dernier de ses Quatorze points de janvier 1918, l'institution d'une association des Nations pour permettre une diplomatie ouverte sans la culture du secret comme avant le premier conflit mondial.

→ Le pacte de la Société des Nations est rédigé du 3 février au 11 avril 1919 à l'Hôtel de Crillon à Paris pendant la Conférence de la paix de 1919. Il règle les rapports entre les 42 premiers États membres.

→ Les objectifs de la SDN comportent le désarmement, la prévention des guerres basée sur le principe de sécurité collective, la résolution des conflits par la négociation, et l'amélioration de la qualité de vie.

→ Malgré des réussites mineures, la Société des Nations est incapable de mener à bien ses actions et de prévenir la guerre. Elle ne dispose pas de force armée et dépend des grandes puissances pour faire appliquer ses résolutions.

→ Les sanctions économiques, mesures les plus graves que la Société pouvait décider, étaient difficiles à imposer. De plus, elles avaient peu d'impact sur les pays visés qui pouvaient continuer à commercer avec des pays n'appartenant pas à la SDN.

→ Le sénat américain ne ratifia pas l'adhésion des États-Unis à la SDN alors que son président même en était l'initiateur.

→ Enfin, seize pays membres se retirèrent de l'organisation. L'Allemagne, le Japon et l'Italie quittèrent la SDN durant l'entre-deux-guerres.

→ La SDN ne put empêcher la guerre civile en Espagne, l'intervention italienne en Éthiopie, les conquêtes nippones et encore moins les actions d'Hitler en Europe.

→ La Seconde Guerre mondiale mit à mal l'institution. En 1945, les nations préférèrent la création de l'ONU pour garantir la paix dans le monde.

→ Voir articles « Versailles » p.43

Soldat inconnu

→ La Grande Guerre laisse plus de 250.000 familles endeuillées sans corps à pleurer : porté disparu, l'époux, le père, le fils n'a pas de sépulture connue. L'idée d'honorer un soldat inconnu est évoquée dès 1916 par Francis Simon, président du Souvenir français. Mais ce n'est qu'en 1920 que le projet prend forme. Ce soldat incarnera l'ensemble des disparus et le deuil de la nation. Neuf corps non identifiables sont prélevés sur les grands secteurs du front mais l'un d'eux ne donnant pas toutes les garanties est finalement écarté. Huit corps sont donc regroupés à la citadelle de Verdun le 9 novembre 1920. Le 10 novembre, après avoir pensé à une veuve, puis à un orphelin, la désignation du cercueil revient à un jeune combattant, Auguste Thin, du 132^e R.I.

→ Le soir même, le cercueil est transféré à Paris alors que les sept non-choisis rejoignent la nécropole du Faubourg du Pavé, à Verdun.

→ L'idée de voir le Soldat inconnu reposer au Panthéon soulève une large polémique. C'est l'Arc-de-Triomphe qui est finalement retenu. Le 11 novembre 1920, accompagné d'une famille fictive, incarnation de toutes les familles endeuillées, la dépouille est installée dans une salle intérieure du monument; ce n'est que le 28 janvier 1921 que l'inhumation sous l'arche est réalisée.

« On oubliera. Les voiles de deuil, comme des feuilles mortes, tomberont. L'image du soldat disparu s'effacera lentement dans le cœur consolé de ceux qu'il aimait tant. Et tous les morts mourront pour la deuxième fois. »

ROLAND DORGELÈS, *BLEU HORIZON*
PAGES DE LA GRANDE GUERRE, ÉD. ALBIN MICHEL, 1949

Auguste Thin et André Maginot (à sa gauche) lors de la désignation du soldat inconnu, 10 novembre 1920



Monument de la nécropole du Faubourg du Pavé à Verdun entouré des tombes des sept « non-choisis »



Descente du cercueil dans le caveau, 28 janvier 1921



Télégramme

→ Ce support de communication complètement disparu de nos jours a marqué la Première Guerre mondiale. Il est un élément de la grande histoire du conflit. Que l'on pense au télégramme du 16 janvier 1917 envoyé par le ministre des Affaires étrangères de l'Empire allemand, Arthur Zimmermann, à l'ambassadeur allemand au Mexique, Heinrich von Eckardt pour que celui-ci propose une alliance

au gouverneur du Mexique contre les Etats-Unis. Le document fut intercepté par le Royaume-Uni. L'information accéléra l'entrée des Etats-Unis dans la guerre le 6 avril 1917.

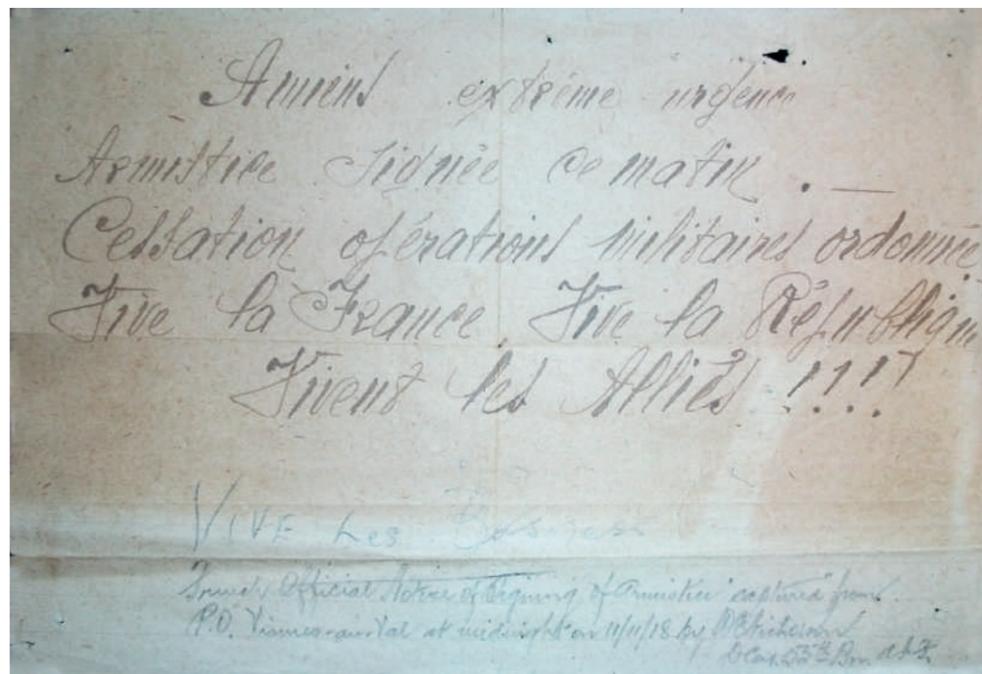
→ C'est aussi un élément de l'histoire plus intime des familles. Souvent, la mauvaise nouvelle de la mort d'un membre de la famille au front arrivait par télégramme à la mairie de la commune.

→ Mais il annonce parfois de bonnes nouvelles. L'appel du maréchal Foch à cesser les combats le 11 novembre 1918 a été diffusé par télégramme partout en France depuis la Tour Eiffel. Le télégramme, immédiatement envoyé sur tout le front par radio et par message téléphoné aux commandants en chef à la date du 11 novembre 1918, stipule que : «Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 11 novembre à 11 heures, heure française».

L'information est envoyée aux préfets qui se chargent de faire connaître l'information à leur tour par télégramme aux différentes communes françaises.

«Faites sonner les cloches à toute volée, faites paivoiser tous les édifices publics aux couleurs françaises et alliées, faites illuminer, que chacun sorte drapeaux et lampions pour la victoire du droit et de la civilisation.»

C'est la fin de la guerre.



Télégramme annonçant la signature de l'armistice

Trauma

→ Les nouvelles modalités de combat ont décuplé les traumatismes. Sur vingt millions de soldats blessés, huit restent invalides. Les services de santé sont particulièrement désemparés face à la multiplication des blessures psychologiques – par nature invisibles. Du souvenir indélébile aux tremblements permanents et incontrôlés, le trauma devient le nouveau compagnon du soldat qui ne s'en libère pas une fois la guerre terminée. Il prend des formes variées face auxquelles l'Etat et le corps médical ne savent pas comment se positionner.

→ Dès l'été 14, les «trembleurs», «criards» et autres sont mélangés aux autres blessés et diagnosti-



Poste de secours, Courcellette, 15 septembre 1916: L'attitude et le regard exorbité du soldat accroupi témoignent des signes du shell shock



«Chambre du soleil» d'un soldat américain

qués hystériques ou simulateurs. Les symptômes changent lorsque la guerre s'enlise : les soldats atteints de paralysie et de mélancolie encombrant les nouveaux centres neurologiques et psychiatriques créés entre 1914 et 1915. Les médecins s'interrogent : simulation ? facteur héréditaire ? bombardements ? conditions de vie ? Leur prise en compte, intégrant peu la psychanalyse naissante, est brutale et se veut dissuasive : l'électrothérapie ou «torpillage électrique» est censée les remettre dans le droit chemin. Chez les Anglo-saxons, puis plus tard en France, on opte davantage pour le repos (repos, balnéothérapie, diète, etc...).

→ Après-guerre, beaucoup de soldats ne peuvent reprendre une vie normale. Les invalides ne sont plus en état d'assurer leur statut de soutien de famille. Certains sont internés en asile : leur entourage n'est plus capable de gérer les crises, fugues, hallucinations. Désespérés, certains en sont réduits à appeler les forces de l'ordre pour se protéger et faire constater la folie.

→ Vainqueurs comme vaincus adoptent des lois visant à indemniser les invalides ou leurs proches (loi du 31 mars 1919 en France et du 12 mai 1920 en Allemagne). En Allemagne, ces pensions représentent un tiers du budget de l'Etat mais les 1,5 millions d'invalides ne les touchent que pour une durée limitée. En France, elles sont permanentes et l'article 55 de la loi prévoit une pension pour les «aliénés». Pour l'obtenir, il faut convaincre le médecin qu'il ne s'agit pas de «dégénérescence mentale» héréditaire. En Angleterre, ces invalides dépendent d'associations caritatives.

→ Cette prise en charge pose la question du nombre. Aucune étude ne permet de la chiffrer en France. Toutefois, la Fédération des trépanés et blessés crâniens en recense 4.000 en 1938. En Angleterre, on les estime à plus de 70.000. Ce manque de données révèle le peu de place accordée à ces blessures invisibles dans les mémoires nationales. Ils sont absents des commémorations (contrairement aux mutilés), des discours, des monuments. Joseph Roth¹ les nomma les «vivants monuments aux morts». Ils sont le miroir de la guerre dans une société qui veut l'oublier.

1. Joseph Roth, journaliste et écrivain autrichien.

→ Voir article «Cimetières» p.12

Urbanisme

→ Au lendemain de la guerre, une question se pose : faut-il garder les traces de la guerre ou faut-il au contraire les effacer ?

→ Deux conceptions de la reconstruction¹ s'affrontent dans cette optique : doit-on rebâtir les régions dévastées dans l'état d'avant-guerre ou saisir l'occasion du chaos pour introduire des progrès qui, dans de nombreux domaines, pourraient améliorer la vie des populations ?

→ Les reconstructions des villes de Saint-Quentin et de Péronne en sont de bons exemples. À Péronne, le centre-ville a été quasiment reconstruit à l'identique.

→ L'idée de souvenir et de mémoire se retrouve aussi dans la construction en 1992 d'un musée, l'Historial de la Grande Guerre. Ce dernier s'inscrit dans les vestiges du château médiéval du XIII^e siècle, fortement endommagé lui aussi durant le conflit.

→ D'une manière différente, Saint-Quentin profite de cette reconstruction pour expérimenter de nouveaux matériaux et un nouveau style nommé Art déco. Ce style architectural se retrouve à des degrés plus ou moins important dans toute la ville et particulièrement dans le centre-ville de Saint-Quentin (zone qui a subi le plus de dégâts).

1. Une reconstruction implique une construction nouvelle avec des formes nouvelles tandis qu'une reconstitution implique le retour à l'état d'origine, antérieur.

→ Voir le «Circuit Reconstruction» dans Péronne : <https://www.historial.fr> > Services et ressources > Service éducatif > Téléchargements et outils pédagogiques > Dossiers pédagogiques pour la visite



Péronne — La Porte Bretagne (vue intérieure)
> Autour du musée
Péronne, porte de Bretagne, vers 1910



Péronne, porte de Bretagne, 1917



Péronne, porte de Bretagne, 2019

Versailles

→ Le 11 novembre 1918, Clemenceau annonce : « Nous avons gagné la guerre, mais maintenant il va falloir gagner la paix, et ce sera peut-être plus difficile ». Peu de traités ont suscité autant de critiques dès leur publication. Depuis les années 1970, un courant historiographique tente d'éclaircir les dispositions prises à l'aune des contraintes de l'époque.

→ D'abord, il faut réaliser que ce traité reflète une diplomatie moderne voulue par Wilson. La Conférence de la Paix rassemble 27 délégations étrangères et 5 dominions britanniques. Les vaincus en sont exclus. Les 14 points de Wilson (hormis ceux concernant les réparations et la liberté des mers) servent de base à la construction d'une paix durable. Des institutions nouvelles sont créées : la SDN, première organisation de sécurité collective de l'histoire; l'OIT (Organisation Internationale du travail) détermine des normes internationales pour améliorer le bien-être des travailleurs; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est mis en application pour tracer les nouvelles frontières de l'Europe. Si des minorités en résultent, la SDN leur garantit leur nationalité d'origine et l'exercice de leurs langues et de leurs religions. Enfin, le libre-échange doit garantir le développement de tous.

→ Et pourtant, les déceptions sont immenses : la diplomatie est confisquée par le Conseil des 10, puis en mars par le Conseil des 4 rassemblant Clemenceau, Lloyd George, Orlando et Wilson; les colonies sont exclues du droit des peuples. Le consensus est imposé aux vaincus.

→ L'Allemagne reçoit le traité le 7 mai. Ses doléances sont rejetées. Elle doit le signer lors d'une cérémonie humiliante le 28 juin 1919, sous peine de reprise des hostilités. Ce « diktat » se révèle particulièrement dur. D'après l'article 231, la responsabilité de la guerre lui incombe, ce qui donne lieu à des réparations (et non un tribut comme dans les guerres précédentes) dont le montant sera fixé ultérieurement à 132 milliards de marks-or. Elle se trouve amputée de territoires au nom du droit des peuples (Alsace-Lorraine, couloir de Dantzig, Haute-Silésie) et la rive gauche du Rhin est occupée; mais elle ne peut s'unir avec l'Autriche naissante pourtant peuplée de germanophones. Enfin, sa puissance militaire est réduite : pas de chars ni d'avions, une armée inférieure à 10000 hommes...

→ Toutefois, pouvait-il en être autrement ? Dans les pays alliés, les dirigeants sont pressés par une opinion publique revancharde. Il ne faut pas oublier qu'au printemps 1918, Paris était à portée des canons allemands et que l'Allemagne avait imposé des traités durs aux Russes et aux Roumains. De même, Clemenceau renonce à son projet d'Etats-tampons sur la rive gauche du Rhin pour sauvegarder l'alliance avec les Britanniques. Enfin, l'article 232 prévoyait que si l'Allemagne ne pouvait payer toutes les réparations, elle devrait au moins s'acquitter des catégories A et B, soit 50 milliards. Elle ne s'en est acquittée que de 20.

→ Finalement, ce traité n'a pas étouffé les chances de paix : le 16 octobre 1925, à Locarno, l'Allemagne rejoint la SDN et reconnaît ses frontières occidentales. Le Parti nazi recueille juste 2.6% des suffrages aux élections suivantes. C'est davantage sous le prisme de la crise de 1929 que doivent être posées certaines questions !



Affiche électorale allemande du parti Deutsch-national qui s'oppose à un éventuel dépeçage de la Prusse

→ Voir article «SDN» p.38

→ Voir article «Frontières» p.19



Robe de deuil

Veuves à Bovelles, Somme, 1916

Veuves

→ Fin 1918, la France compte plus de 630.000 veuves. Omniprésentes, les silhouettes noires symbolisent le traumatisme vécu et le deuil de la nation. Selon les usages, les veuves portent le deuil durant deux ans : un an de grand deuil, neuf mois de deuil et trois mois de demi-deuil. Certaines le porteront au-delà de cette période règlementaire et l'afficheront leur vie durant.

→ Privées du chef de famille, nombre de veuves connaissent la précarité. La solidarité s'organise et les œuvres de bienfaisance mènent diverses actions en leur faveur (concerts, galas, expositions, tombolas...).

→ Conscient de leurs difficultés, l'Etat prend également des mesures. Des emplois dans la fonction publique leur sont réservés et la loi du 31 mars 1919 leur donne droit à une pension. Encore faut-il que la mort du mari soit reconnue officiellement, ce qui peut prendre du temps lorsque le soldat est porté disparu. Le ministère des Pensions, dirigé par André Maginot, est créé le 20 janvier 1920. Toutefois, le versement de la pension prend fin dès lors que la femme contracte un nouveau mariage; le législateur entend ainsi dissuader les veuves de prendre un homme aux jeunes filles à marier (40% d'entre elles se remarient après le dé-

lai de viduité de dix mois). En 1921, en raison du manque d'hommes ou par fidélité envers le fiancé perdu, 13% des jeunes filles, les veuves blanches, restent célibataires.



Plaque funéraire

«Où sont-ils, ces chapeaux gracieux, œuvre des ouvrières habiles? Où sont-ils, ces colifichets aux couleurs chatoyantes? Disparus, évanouis. Il n'y a que des chapeaux et des voiles de veuves, du noir, toujours du noir, toujours du noir.»

MARCELLE CAPY, UNE VOIX DE FEMME DANS LA MÊLÉE

Weimar

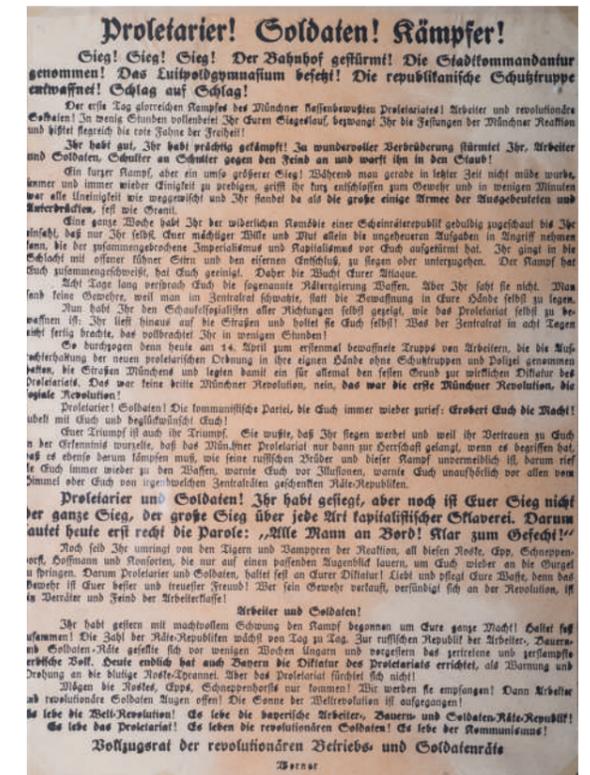
→ Après l'abdication du Kaiser, une Union des partis de gauche menée par Ebert et le SPD¹, tentent de maintenir la jeune République allemande à flots et d'éviter la contagion bolchévique. Le 12 novembre 1918, elle accorde le droit de vote aux femmes et prévoit la tenue d'élections législatives le 19 janvier 1919. Mais après les Weihnachtskämpfe², cette union éclate et la révolution se radicalise.

→ Karl Liebknecht, chef du KPD³, qui boycotte les élections, entend bien profiter du désordre ambiant pour déclencher une insurrection bolchévique. Ces «spartakistes» profitent d'une manifestation à Berlin contre le gouvernement le 5 janvier. Pour les contrecarrer, Ebert fait appel aux corps francs : il s'agit d'unités paramilitaires nationalistes composées d'anciens soldats qui sont chargés de protéger les frontières Est de la République des infiltrations étrangères ou bolchéviques. Après quatre jours de combats, l'imprimerie du journal Vorwärts où se sont réfugiés les spartakistes est prise d'assaut. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés le 15 janvier.

→ Les élections ont lieu le 19 janvier 1919. Pour se protéger de l'agitation berlinoise, l'Assemblée élue se réunit à Weimar. Ebert est élu président et Scheidemann nommé chancelier. Mais la décapitation des chefs spartakistes ne signifie pas le retour à l'ordre pour la république de Weimar. Dans les anciens royaumes, d'autres insurrections éclatent. Ainsi, en Bavière, l'assassinat de Kurt Eisner provoque une émeute ouvrière et la proclamation de la «République des Conseils de

Bavière» à tendance bolchévique. Les chefs communistes, Eugen Leviné et Max Lieven organisent une «Armée rouge» composée de 20 000 ouvriers munichois pour lutter contre le pouvoir (voir le placard ci-dessous). Le 27 avril, elle reçoit soutien et directives de Lénine (prise d'otages, nationalisations, etc...). Le nouveau président de Bavière Johannes Hoffmann rassemble 35 000 corps francs qui encerclent la ville. Le 3 mai 1919, la répression s'abat : 606 personnes sont tuées dont 335 civils, les chefs révolutionnaires sont arrêtés, jugés et Eugen Leviné exécuté. Parmi ces corps francs figure Ernst Röhm, futur chef des SA nazis.

→ Quatre jours plus tard, la fragile République de Weimar reçoit les conditions de paix imposées par les vainqueurs dont elle assumera seule le poids aux yeux des Allemands. Durant cette période de troubles, la gauche allemande s'est divisée et la peur des «Rouges» a favorisé l'émergence des idées nazies.



Placard allemand réalisé par la «République des Conseils de Bavière» après les combats contre les armées régulières

1. SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschlands ou parti social-démocrate allemand
2. Combats de Noël 1918.
3. KPD : Parti communiste allemand

→ Voir article «Kaiser» p.28



Xénophobie

→ En cherchant la définition dans le dictionnaire, on trouve « *Hostilité systématique manifestée à l'égard des étrangers.* »

→ Formé de deux racines grecques, issues de *xenos*, « étranger », et *phobos*, « rejet, peur », le mot est apparu dans la langue française au début du XX^{ème} siècle.

→ C'est la peur de l'inconnu et la perte de sa propre identité. La xénophobie peut se manifester à travers des formes du nationalisme. Pendant la Première Guerre mondiale, la propagande a fait ses choux gras du rejet de l'autre c'est-à-dire l'ennemi.

→ Lors d'un conflit avec une autre nation, la population peut en venir à ressentir une grande haine vis-à-vis des adversaires. Les dirigeants politiques peuvent alors les désigner par un ensemble de préjugés, de stéréotypes que tout le monde répercute. Par exemple, le « boche » est ce monstre, ce barbare sanguinaire sans valeur et sans loi.

→ Il y a aussi la xénophobie envers les troupes coloniales, les tirailleurs sénégalais... Quant à la main d'œuvre chinoise, les critiques qu'elle suscite sont très dures notamment dans le département de la Somme : « *Les coolies chinois, à la solde de l'armée anglaise, inspirent une véritable terreur dans tout le pays qu'ils occupent, (...) de nombreux méfaits leur sont imputables, quelques-uns même commis les armes à la main. (Nous demandons) instamment aux pouvoirs publics que l'arrondissement de Péronne en soit débarrassé et qu'ils soient réexpédiés en Asie.* »

CHAMBRE DE COMMERCE DE PÉRONNE, 1919

→ Après-guerre, que reste-t-il de la « haine » de l'autre ? Difficile de le dire. N'interdit-on pas aux prisonniers allemands chargés de déminer les champs de bataille de toucher les cadavres des soldats alliés pour ne pas les souiller ? Certains diront que la société évolue un peu avec l'arrivée de migrants comme les Polonais venus travailler dans les mines du Nord de la France. On manque de main d'œuvre pour reconstruire le pays et l'étranger est un peu mieux accepté dans ces conditions.

→ Mais pourtant, la question des relations entre les hommes reste posée.

→ Le président américain Wilson ne refuse-t-il pas de reconnaître l'égalité des races aux Japonais qui le demandaient lors de la conférence de la paix ? Le Ku Klux Klan ne s'organise-t-il pas aux États-Unis et la ségrégation dans la société américaine n'existe-t-elle plus ? L'impérialisme cherchant à démontrer la supériorité et la domination d'un peuple sur un autre a-t-il disparu ?

→ N'envoie-t-on pas des tirailleurs sénégalais occuper des régions allemandes pour créer une peur ?...

→ Et le NSDAP¹ et son dirigeant Hitler ne font pas une percée électorale en Allemagne dans les années 30 ?

1. Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei : parti nazi

PISTES PÉDAGOGIQUES

La question de l'altérité est très importante dans nos enseignements. Elle peut et doit être abordée dans toutes les matières.

On peut faire comprendre le racisme quotidien des années 30 par de multiples exemples comme les albums de Tintin, les publicités de l'époque ou des chansons (Strange fruit de Billie Holliday en 1939) et photographies de la ségrégation aux États-Unis.

→ Voir article « Démographie » p.14

→ Voir article « Versailles » p.43

→ Voir article « Rhénanie » p.37



Yves Gibeau

→ Retrouver à la lettre « Y » Yves Gibeau n'est pas une facilité de notre part pour compléter l'abécédaire. Notre volonté n'est pas non plus de faire sa biographie, même si l'homme est intéressant.

→ Ce fils de militaire, lui-même prisonnier de guerre en 1940, antimilitariste comme on peut le deviner dans les lignes de son roman *Allons z'enfants* (1952), choisit de collecter au fil de ses promenades sur le Chemin de Dames les résurgences de la Grande Guerre. Il avait aménagé dans le grenier de sa maison de Roucy un petit musée. Cette accumulation d'objets du conflit fut offerte à l'Historial par ses ayants-droits. Elle permet de comprendre à quel point les combats peuvent impacter l'environnement.



Collection Yves Gibeau



Godillots français, collection Yves Gibeau

nement.

→ La terre sur le front a été bouleversée et, à l'heure actuelle, c'est plus de 40 tonnes d'obus et de munitions qui remontent à la surface chaque année dans le seul département de la Somme. Environ 1.500 millions d'obus ont été tirés sur les 700 kilomètres du front de l'ouest et 30 à 40 % n'ont pas explosé.

→ On estime que le phénomène durera encore plusieurs siècles. Beaucoup de chantiers en Picardie sont confrontés à ce problème. Les agriculteurs accrochent régulièrement des restes militaires en travaillant la terre. Le danger dans certains secteurs de l'ancienne ligne de front est omniprésent.

→ Souvent les travaux de voiries, de construction sont stoppés par les découvertes d'objets divers militaires mais aussi de cadavres de soldats de la Première Guerre mondiale.

→ D'autre part, les munitions contiennent des agents toxiques qui polluent encore les sols et les eaux des territoires touchés par les combats. Les sels de perchlorates, utilisés comme explosifs dans les obus, mais aussi l'arsenic et le mercure peuvent être mis en cause.

→ D'un point de vue historique se développent des recherches archéologiques. Lors de fouilles menées par le Service Régional de l'Archéologie du Nord-Pas-de-Calais et le service archéologique d'Arras au sud du parc du château de Flesquières en 1998, a été découvert un char britannique de la Bataille de Cambrai (20 novembre au 6 décembre 1917). Il reposait sous trois mètres de terre depuis quatre-vingt-un ans.

→ Des recherches archéologiques ont été effectuées à Owillers La Boisselle. Menées par un groupe d'historiens britanniques, ces recherches avaient pour but de mener une étude détaillée du champ de bataille et de cartographier le réseau de galeries, vestiges de la guerre des mines afin de préserver un site resté quasiment en l'état depuis la fin du conflit. C'est tout un pan de mémoire qui resurgit presque à chaque instant plus de cent ans après.

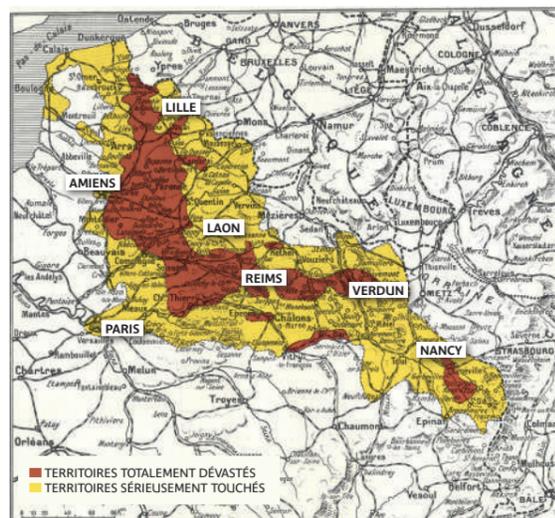
PISTES PÉDAGOGIQUES

SVT : Travail sur l'environnement et la pollution.

Histoire : archéologie et mémoire.

Zone rouge

→ Des trois millions d'hectares de terres dévastés, 116.000 sont déclarés en zone rouge par le Bureau topographique de la reconstruction foncière (voir la carte ci-dessous). Ces territoires, particulièrement touchés par les combats, sont considérés perdus car jugés inexploitable. Une grande partie seront reboisées pour laisser place à des forêts mémorielles. Dix-huit villages – principalement dans la Meuse et dans la Somme – sont tout simplement rayés de la carte et déclarés «morts pour la France». Dans la Somme, 200.000 hectares de terres sont sillonnés de tranchées et creusés de cratères d'obus; 205 communes sont touchées, 40.000 maisons, 209 mairies, 242 écoles, 276 églises sont endommagées ou détruites.



Carte des régions dévastées
d'après L'illustration du 18 janvier 1919



Plaque de la
société de travaux
publics Edmond
Boyer listant
leurs domaines
d'intervention

*Pour que la France se relève de ses ruines –
Souscrivez à l'emprunt, Georges Goursat dit SEM,
1920 : la renaissance du territoire est symbolisée
par Marianne qui incarne le soleil levant*

→ La volonté des populations à retrouver leur cadre de vie et la richesse de certaines terres agricoles réduisent finalement l'étendue initiale de la zone rouge. Mais la tâche est colossale : il faut désobuser les sols, récupérer les corps, déblayer les routes et les chemins, combler les anciennes tranchées, niveler les terres. Devant la pénurie de main d'œuvre locale, prisonniers de guerre allemands, travailleurs chinois et nord-africains sont mis à contribution.

→ Cent ans après, des tonnes de munitions refont encore surface (40 chaque année dans la Somme). Les sols gardent trace des pollutions engendrées par les substances chimiques utilisées pour la fabrication de ces munitions obligeant en 2012 les autorités à interdire la consommation d'eau «potable» dans plusieurs communes du Pas-de-Calais!

«[...] jusque-là, dans toutes les luttes, la nature avait fini par reprendre le dessus; la vie renaissait de la destruction, les villes se reconstruisaient, les bois reverdissaient, et au bout de quelques mois, de nouveaux épis ondulaient dans les champs. Mais dans la dernière et la plus atroce des guerres, la destruction l'a emporté pour la première fois. Ici se dressaient des villages rasés à jamais; des villages dont il ne reste plus une seule pierre. Le sol y est toujours si plein de mort menaçante, d'explosifs vivants, d'obus, de mines et de gaz toxiques, qu'à chaque coup de pioche ou de bêche, le danger guette.»

ERICH MARIA REMARQUE, SILENCE, NOUVELLE TIRÉE DE L'ENNEMI

SITOGRAPHIE

- Archives départementales de l'Aisne : <https://archives.aisne.fr/>
- BnF Gallica : <https://gallica.bnf.fr/accueil/fr>
- Canopé / Amiens : <https://crdp.ac-amiens.fr/>
- German Federal Archive : <https://www.bundesarchiv.de/>
- Historial de la Grande Guerre : <https://www.historial.fr/>
- Inventaire général du patrimoine culturel : <http://www.inventaire.culture.gouv.fr/>
- La Contemporaine : <https://argonnaut.e.parisnanterre.fr/>
- Library of Congress : <https://www.loc.gov/>
- Bibliothèque et Archives Canada : www.bac-lac.gc.ca/fra/
- Le Portail de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/>

BIBLIOGRAPHIE

Témoignages

- Marcelle Cappy, *Une voix de femme dans la mêlée*, éd. Entre-temps, 1936
- Jeanne Carayol, *L'histoire d'un village de l'Uzège : Saint-Victor-des-Oules*, éd. de la Mirandole, 2002
- Honoré Coudray, *Mémoires d'un troupiers*, H. Coudray éditeur, membre de l'association des Auteurs Auto-édités, 1986
- Roland Dorgelès, *Bleu horizon - Pages de la Grande Guerre*, éd. Albin Michel, 1949
- Roland Dorgelès, *Le réveil des morts*, éd. Albin Michel, 1923
- Jean-Pierre Guéno et Yves Laplume, *Paroles de poilus, lettres et carnets du front*, Librio, 1998
- Erich Maria Remarque, *Silence, nouvelle tirée de L'ennemi*, éd. Le livre de poche, 2013

Publications historiques

- Robert Gerwarth, *Les vaincus, violences et guerres civiles sur les décombres des empires 1917-1923*, éd. Seuil, 2017
- Jean-Yves Le Naour, *Le soldat inconnu vivant*, éd. Fayard, 2002

- George Mosse, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, *De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, éd. Hachette Littératures, 1999
- Musée de l'Armée, *A l'est la guerre sans fin 1918-1923*, catalogue d'exposition, éd. Gallimard, 2018
- Guillaume Piketty & Bruno Cabanes, *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, éd. Tallandier, 2009
- Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1940*, éd. Gallimard, 1977
- Clémentine Vidal-Naquet, *Correspondances conjugales 1914-1918*, éd. Robert Laffont, 2014

Magazines

- L'Histoire, 1918 : comment la guerre nous a changés, n° 449-450, juillet-août 2018

Fictions

- Marc Dugain, *La chambre des officiers*, éd. Pocket, 2000
- Pierre Lemaître, *Au revoir là-haut*, éd. Albin Michel, 2013

Bandes dessinées

- Pierre Lemaître et Christian De Metter, *Au revoir là-haut*, éd. Rue de sèvres, 2015
- Jean Rouaud et Denis Deprez, *Les champs d'Honneur*, éd. Casterman, 2005

FILMOGRAPHIE

- Emmanuel Courcol, *Cessez-le-feu*, 2017
- Albert Dupontel, *Au revoir là-haut*, 2017
- Gabriel Le Bomin, *Les fragments d'Antonin*, 2006
- Gérard Rougeron & Jean-Claude Lubbchansky, *Les moissons de fer* (documentaire), 1991
- Bertrand Tavernier, *La vie et rien d'autre*, 1989

Remerciements

- **Le Conseil départemental** ;
- **Séverine Mordacq**, présidente de l'association de l'Historial de la Grande Guerre, et **Hervé François**, directeur du musée, qui nous font confiance et nous donnent la possibilité et les moyens de réaliser de tels projets ;
- **Marie-Pascale Prévost-Bault**, conservateur en chef des musées départementaux,
- **Les personnels de l'Historial de la Grande Guerre** et notamment : **Christine Cazé** (documentaliste), **Nathalie Legrand** (documentaliste) et **Aurélien Roger** (photographe) ;
- **Yazid Medmoun** (photographe) ;
- **Mélanie Driencourt**, musée franco-australien de Villers-Bretonneux ;
- **Olivier Damiens**, pour la conception graphique de ce cahier.

SERVICE ÉDUCATIF educ@historial.org | 03.22.83.54.14 (ligne directe)

- **Jean-François BIREBENT, Gautier DIRSON, Laurent MARIAUD, Christophe THOMAS**, enseignants détachés de l'Education nationale,
- **Catherine MOUQUET**, secrétaire

Crédits

p6 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Droits réservés - p9 Archives départementales de l'Aisne - p10 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p11 (h) gallica.bnf.fr / Agence Rol - p12 Library of Congress - p13 (h) gallica.bnf.fr; (b) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p14 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun p15 (h) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun; (b) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Aurélien Roger p16 (h) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun; (b) Historial de la Grande Guerre, Péronne - p17 (h) Historial de la Grande Guerre, Péronne © BnF, Agence Meurisse; (b) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Aurélien Roger - p18 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p19 Wikiwand © Tobit 85 - p20 gallica.bnf.fr / Agence Rol - p21 (h) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun; (bg) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun / Libre de droits. Michelin autorisation AGFA-1XUZYPF; (bd) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p23 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p24 Archives départementales de l'Aisne - p25 (h) Inventaire général du Patrimoine culturel / Droits réservés; (m) Historial de la Grande Guerre, Péronne - p26 Historial de la Grande Guerre, Péronne - p28 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Aurélien Roger p29 Archives départementales de l'Aisne - p31 Historial de la Grande Guerre, Péronne - p32 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p33 (b) droits réservés - p34 (hg) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun; (bd) Historial de la Grande Guerre, Péronne - p35 (bg) Historial de la Grande Guerre, Péronne; (hd) gallica.bnf.fr / Agence Rol - p36 gallica.bnf.fr - p37 (hg) Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun; (bd) Historial de la Grande Guerre, Péronne - p 38 gallica.bnf.fr / Agence Rol - p39 (h, bd) gallica.bnf.fr Agence Rol) - p40 Musée franco-australien de Villers-Bretonneux - p41 (hg) Ministère de la Défense, Bibliothèque et Archives Canada; (bg) Librairie du Congrès, Washington - p42 La Contemporaine, fonds Valois - p43 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun p44 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p45 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun - p47 Historial de la Grande Guerre, Péronne - p48 Historial de la Grande Guerre, Péronne © Yazid Medmoun



Quand un sinistré rentrait au pays, quitté en 1914, et qu'il découvrait de la route de Soissons cet immense écroulement, ce chaos de décombres où disparaissait jusqu'à la trace des rues, il sentait son courage l'abandonner d'un coup. Déblayer ces monceaux, niveler ces crevasses, reconstruire quelque chose sur ces tas de gravats, allons donc, c'était impossible ! Pourtant, quand on avait dormi quelques nuits dans sa cave ou sous un toit de carton, quand on avait vécu quelques jours au milieu de ces pierres calcinées, on reprenait confiance. On vivait bientôt dans les ruines comme les soldats dans la boue, on s'y faisait...

[...]

Privés de tout, se chauffant dans leurs tanières avec des poêles de tranchées, poussant le lit d'un coin à l'autre de la maison quand la pluie avait percé le toit, ne trouvant pas d'eau aux fontaines, la plupart des ruisseaux détournés ou taris, ils s'accrochaient à leur désert avec une sorte de désespoir ou bien d'attente aveugle. [...] Voyant ces pygmées s'attaquer aux montagnes de ruines, les paysans déterrer les obus pour faire leurs sillons droits, Jacques se demandait parfois si l'âme des soldats morts ne les animait pas, s'ils n'avaient pas respiré leur courage obstiné, dans le vent du front. Comme ceux-ci il fallait plier le dos et résister à tout, sans rien savoir. Et le même mot d'ordre résigné : attendre...

ROLAND DORGELÈS, *LE RÉVEIL DES MORTS*

les cahiers
de l'Historial

ISBN ???

2 €

ISBN 978-2-954037



9 782954 037257